

cyberpresse.ca
LA PRESSE

SERGE MÉNARD DEVANT LE COMITÉ DE L'ÉTHIQUE

« M. Vaillancourt est un maire très compétent »

Deux semaines après avoir révélé que le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, lui a offert de l'argent comptant en 1993, le député du Bloc québécois a justifié son silence long de 17 ans.

MALORIE BEAUCHEMIN PAGE A5

PHOTO PC, PHOTOMONTAGE LA PRESSE

EXCLUSIF > XAVIER DOLAN

SILENCE, IL TOURNE, TOURNE ET TOURNE!

Le quatrième film du cinéaste de 21 ans sera en anglais et new-yorkais.

NOTRE ENTREVUE DE PARIS
ARTS ET SPECTACLES PAGE 4

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

FEMME CHERCHE PROSTITUÉ

Un nouveau marché pour les travailleurs du sexe d'ici: les dames...

VIVRE PAGE 3



ILLUSTRATION FRANCIS LÉVEILLÉE, LA PRESSE

ACTUALITÉS

GUIGNOLÉE DES MÉDIAS

NOS LECTEURS GÉNÉREUX

Plus de 213 000 \$ ont été amassés hier à Montréal pour la 10^e Grande Guignolée des médias. À *La Presse*, les lots mettant en vedette nos journalistes ont rapporté plus de 34 000 \$.

Et l'encan de notre équipe des Sports prend le relais.

COMPTE RENDU PAGE A10
SPORTS PAGE 2



ILLUSTRATION ANIK POLIQUIN, LA PRESSE

LA PRESSE AFFAIRES

RÉSULTATS FINANCIERS

BOMBARDIER PERD DE L'ALTITUDE

L'avionneur a livré 33 avions d'affaires, ce qui poursuit une tendance à la baisse observée depuis 2008.

HUGO FONTAINE
LA PRESSE AFFAIRES
PAGES 2 ET 3



PHOTO REUTERS



Mon clin d'œil **STÉPHANE LAPORTE**

« Le médium de Chantal Lacroix, au lieu de faire bouger les tables, il devrait faire bouger les chars! » — Un gars pris dans le trafic

Venez voir mon blogue! cyberpresse.ca/laporte



85 000 ORGANISMES DE BIENFAISANCE EXISTENT AU PAYS

CHARITÉ inc.

Les bonnes causes abondent. Les campagnes de sollicitation aussi. Mais comment choisir? Et s'assurer que l'argent est dépensé à bon escient?

PORTRAIT ET MODE D'EMPLOI **LOUISE LEDUC** PAGES A2 ET A3



EXCLUSIF > MONTRÉAL

LA LIGNE DE DÉNONCIATION A UN NOUVEAU SURVEILLANT

L'administration Tremblay a retiré en douce au vérificateur général, Jacques Bergeron, la responsabilité de la ligne de dénonciation, un geste qui a « ulcéré » ce fonctionnaire indépendant, a appris *La Presse*. Ce service mis sur pied en 2009 pour signaler les actes répréhensibles à la Ville relèvera dorénavant du contrôleur général Pierre Reid. **KARIM BENESSAIEH** PAGE A6

CANADIEN 5 DEVILS 1

LES DEVILS N'ONT PLUS LA FLAMME



PHOTO REUTERS

Brian Gionta a parti le bal dès les premières secondes du match pour une victoire facile du Tricolore. Prochain rendez-vous: demain après-midi au Centre Bell contre les Sharks. **SPORTS** PAGES 1 ET 3



Les **IMPLANTS DENTAIRES** peuvent changer votre **VIE!**



Tout le monde peut perdre une DENT... un accident est si vite arrivé!



Plusieurs DENTS perdues? Effacez le temps & retrouvez votre sourire comme au début



Plus de DENTS? Il n'est pas trop tard...vous aussi pouvez manger avec confort, solidité et assurance!



Centre dentaire **Natalie Socqué**

CHÂTEAUGUAY

Dre Natalie Socqué, dentiste généraliste
Fellow du International Congress of Oral Implantologists
et du Misch Implant Institute de Détroit, USA

450 692.4000

www.socque.com

GÉNÉROSITÉ INC.



LA CHARITÉ

IL EXISTE AU PAYS **85 378** ORGANISMES DE CHARITÉ, DONT **16 328** AU QUÉBEC, SELON

L'AGENCE DU REVENU DU CANADA. IL N'EST PAS ÉTONNANT QU'À CETTE PÉRIODE DE L'ANNÉE, NOS BOÎTES À LETTRES SOIENT INONDÉES DE SOLLICITATIONS DE TOUTES SORTES, SANS COMPTER TOUS CES PROCHES QUI NOUS VENDENT DES BILLETS DE TIRAGE PAR-CI, DES TABLETTES DE CHOCOLAT PAR-LÀ. LES BESOINS SONT IMMENSES, PARTOUT. COMMENT CHOISIR?



LOUISE LEDUC

Pour récolter 5,3 millions en dons, la division québécoise de la Société canadienne de la sclérose en plaques a dépensé 2,5 millions pour faire ses collectes de fonds. La Société Alzheimer du Canada, 3,6 millions pour obtenir 9 millions. La division québécoise de la Société canadienne du cancer, 8,7 millions pour récolter 25,3 millions. Au total, les différentes collectes de fonds de la Fondation des maladies du cœur coûtent 80 millions et récoltent 155 millions.¹

«Oui, c'est élevé, convient Jean-Pierre Laurin, directeur adjoint de la Société canadienne du cancer pour le Québec. On aimerait que ce soit zéro, mais ça coûte de l'argent, aller chercher de l'argent.»

La Société Alzheimer du Canada le sait mieux que quiconque. En 2008, sa division de la Saskatchewan a récolté 95 812 \$ au cours d'une collecte de fonds qui lui avait coûté 96 849 \$. «Cela nous a amenés à regarder de très près ce que nous rapporte chaque dollar investi, dit en entrevue Richard Nakoneczny, président du conseil d'administration.

Ça nous a fait comprendre que ce qui semble une bonne idée sur papier ne l'est peut-être pas dans la réalité. Ça nous a servi de leçon.»

L'Agence du revenu du Canada met un feu jaune quand le rapport entre les revenus et les dépenses liées aux activités de financement dépasse les 35 %. À la Fondation des maladies du cœur, où le rapport est de 52 %, Ronald Martineau, qui siège à la fois au conseil d'administration de la division québécoise et de l'organisme national, dit qu'«il faut aller au-delà des chiffres». «Ça peut paraître élevé, dit-il, mais il faut voir ce que ça génère.»

«Quand les gens vont chez vous, ils collectent peut-être 5 \$, mais ils peuvent peut-être vous donner de l'information qui a coûté 3,50 \$ en imprimé, en programme de formation, en programme d'information.»

De son côté, Jeunesse au Soleil croit désormais davantage dans les vertus de la sollicitation ciblée. «Acheter des listes et tout ça, on l'a fait il y a plusieurs années, et on a vu que ça ne nous avait pas donné de résultats à tout casser. On n'a plus envie de dépenser des millions pour récolter des millions», dit pour sa part Nicolas Carpentier, coordonnateur du marketing.

Les envois postaux tous azimuts, croit-il, «c'est cher, impersonnel et ça a tôt fait de finir à la poubelle».

La façon de donner a beaucoup changé, note André Beaulieu, responsable des communications de la Société canadienne du cancer au Québec. Il y a 25 ans, dit-il, les gens choisissaient leur cause et ils envoyaient un chèque. Aujourd'hui, ils demandent des activités rassembleuses, des courses de type Relais pour la vie. Ces courses entraînent cependant des coûts, ne serait-ce qu'en sécurité, souligne-t-il. N'empêche, ces collectes rapportent gros (13 millions par année) notamment grâce à l'engagement de personnes qui ont survécu au cancer et qui s'engagent à fond. «Quand on est sollicité par quelqu'un qui a eu le cancer, on se sent interpellé», dit-il.

Dans ce même filon participatif, la Old Brewery Mission connaît un bon succès en faisant commanditer des soupers par des groupes et en leur offrant la possibilité aux personnes de venir servir elles-mêmes le souper aux sans-abri. «Cette année, environ la moitié de nos soupers sont commandités», dit Matthew Pearce, directeur général de l'organisme.

Chercher le riche

Associé chez Bolduc Nolet Primeau, entreprise qui aide des organismes de charité à amasser des fonds, Jacques Primeau croit pour sa part que l'avenir des organismes de charité tient en bonne partie dans

Une loi qui fait peur

LOUISE LEDUC

Si le projet de loi C-470 chemine normalement, les organismes à but non lucratif et les fondations publiques ou privées ne pourront dorénavant verser de salaires supérieurs à 250 000 \$, sous peine d'être révoqués. Or, la Société Alzheimer du Canada, la Société canadienne du cancer, l'Association canadienne du diabète et la Société de l'arthrite, entre autres, comptent toutes un haut salaire gagnant de 250 000 \$ à 299 000 \$.

Cet automne, ce projet de loi a fait vivement réagir les organismes de charité.

Richard Nakoneczny, président du conseil d'administration de la Société Alzheimer du Canada, dit que des salaires concurrentiels doivent être versés pour attirer des gens compétents. Le fait d'avoir pignon sur rue à Toronto, ajoute-t-il, entraîne nécessairement des salaires plus élevés.

A-t-on jamais envisagé de déménager l'organisme à Montréal ou à Winnipeg, où ce serait bien moins cher? Richard Nakoneczny dit que la chose a déjà été étudiée, dans le détail, pour conclure qu'il est néanmoins plus avantageux de rester près des grands donateurs de Bay Street.

Il souligne par ailleurs les responsabilités qui incombent aux hauts dirigeants de grandes sociétés qui, comme la sienne, gèrent des fonds importants.

Dans une réponse envoyée par écrit, Betty Newson, présidente de la Société canadienne du cancer, plaide aussi, entre autres, la nécessité de verser «des salaires concurrentiels» et la quantité de personnes qui se trouvent sous les ordres du plus haut salarié.

Pat Chapman, directrice du marketing à la Société de l'arthrite, invoque aussi la nécessité de verser des «salaires concurrentiels» et relève qu'un salaire de 250 000 \$ à 300 000 \$,

«ce n'est pas vraiment élevé dans le secteur privé».

(L'Association canadienne du diabète, pour sa part, n'a pas rappelé *La Presse*.)

Kate Bahen, directrice générale de Charity Intelligence Canada, relève que certains donateurs ne se préoccupent pas des hauts salaires, à condition que les résultats soient là, tandis que d'autres passent leur chemin dès qu'ils voient un salaire élevé.

Pour M^{me} Bahen, l'important, c'est que l'organisme soit transparent et révèle sans détour les salaires qu'ils versent comme tous ses autres chiffres.

Ottawa ne l'entend pas ainsi avec son projet de loi C-470. Mais qui serait réellement touché? Risquerait-on vraiment de perdre Kent Nagano ou Yannick Nézet-Séguin, par exemple?

Déjà, dans les déclarations obligatoires à l'Agence du revenu du Canada, ni l'Orchestre métropolitain ni l'Orchestre symphonique de Montréal,

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous! VIVRE 6
Astrologie du jour AFFAIRES 13
Bourses AFFAIRES 10 et 11
Décès AFFAIRES 13
Forum A18 et A19

Horaire télévision ARTS 10
Loteries A17
Monde A15 à A17
Petites annonces AFFAIRES 4 et 12
Sudoku AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable, vents légers. Nuageux en soirée maximum 2, minimum -3. AFFAIRES 12

Chopard

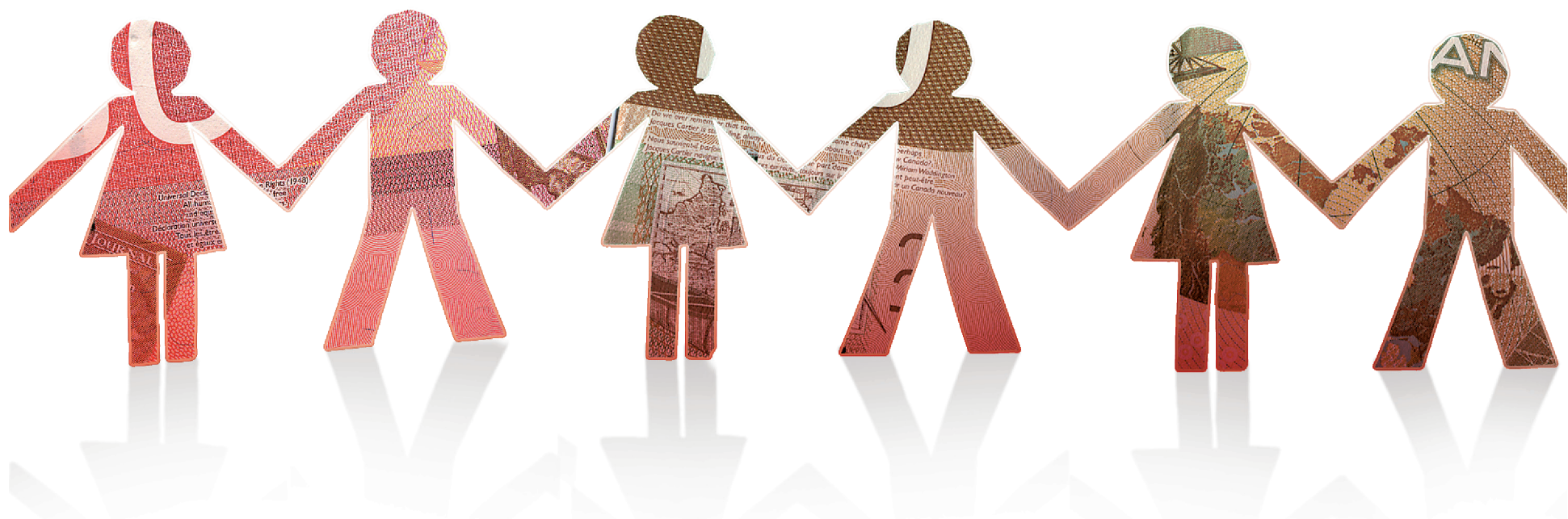
15th
ANNIVERSARY
1860|2010

Disponible exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM



COÛTE CHER

une recette toute simple: partir à la recherche du riche qui ne demande pas mieux que de donner.

Comme Céline Dion et l'hôpital Sainte-Justine? Oui, mais pas besoin de viser nécessairement une grande vedette, souligne M. Primeau. Il suffit, même à l'échelle d'un village, de cibler une personne riche discrète qui souhaite s'associer à une cause qu'elle finirait par prendre à cœur.

Et ces gens-là, note M. Primeau, «il faut aller les rencontrer en personne».

Pour le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) – qui a notamment récolté des dons pour Haïti, puis, plus difficilement ensuite, pour le Pakistan –, le défi consiste à éviter un essoufflement dans le don et «à maintenir un certain niveau de compassion», dit sa directrice générale adjointe, Chantal-Sylvie Imbeault.

À l'heure où les nouvelles abondent sur le fait qu'Haïti se reconstruit à pas de tortue et que les ONG sont loin d'être toutes très efficaces, le CECI s'assure d'informer régulièrement ses donateurs des progrès concrets sur le terrain.

À qui donner?

Avant de faire un don, dressez d'abord la liste de tous les organismes auxquels vous donnez déjà, suggère Kate Bahen, directrice générale de Charity

Intelligence Canada (lui-même un organisme de charité qui sert de chien de garde à ses semblables). «Il y a beaucoup de pression à donner, et vous serez étonné de constater à quel point vos dons à droite et à gauche ne reflètent pas nécessairement vos grandes priorités.»

Bill Bradely, dans un article sur le don publié dans le *Harvard Business Review*, suggère aussi de vérifier d'abord l'encaisse des organismes. «Certains organismes de charité sollicitent des fonds non pas parce qu'ils ont besoin d'argent, mais parce qu'ils en ont la capacité.»

Kate Bahen abonde dans son sens. «Combien d'argent l'organisme a-t-il à la banque et en placements? Combien redonne-t-il à ses bénéficiaires? Tout organisme a besoin d'un certain coussin, mais certains donateurs peuvent préférer que leur argent serve immédiatement plutôt que de dormir à la banque.»

En même temps, plus le coussin est important, plus grands seront les intérêts, non? «Pas nécessairement, fait observer M^{me} Bahen. Quand on regarde de près les chiffres des organismes, on remarque que certains ont connu de sérieux déboires à la Bourse. Comme quoi tous n'avaient pas investi leurs fonds dans des placements très sûrs.»

M^{me} Bahen suggère aussi de bien s'assurer de transmettre le don à l'organisme auquel on

pense le diriger. Ainsi, si on veut faire un don pour le cancer, il y a l'organisme national, l'organisme provincial qui lui est associé, puis des organismes complètement différents, avec des états financiers propres, qui récoltent des fonds pour le cancer du sein, de la prostate, etc.

À la Société Alzheimer du Canada, division Québec, Jocelyne Evraire, directrice du développement financier, reconnaît que la difficulté pour le donateur de distinguer si la sollicitation de dons lui vient de l'organisme national ou de celui du Québec «est un problème».

Elle dit avoir à revenir à la charge pour que l'organisme national s'identifie comme tel. Longtemps, dit-elle, il n'a fait qu'indiquer sur les enveloppes «Société Alzheimer tout court», dit-elle.

Enfin, quand il s'agit de s'assurer de diriger son don là où on le veut vraiment, il importe aussi de savoir, si on veut donner aux sans-abri, qu'il faut aider directement les refuges. Centraide, dont la mission est notamment d'aider les démunis, n'aide aucun de ces refuges.

1. Données 2010 de l'Agence du revenu du Canada (sauf pour la Société canadienne de la sclérose en plaques, dont les dernières données disponibles sont de 2009)

qui sont eux aussi des organismes à but non lucratif tenus de dévoiler leurs chiffres, ne révèlent le salaire de leur chef. Officiellement, selon les informations fournies à l'Agence du revenu du Canada, les plus hauts salariés de l'OSM comme de l'Orchestre métropolitain gagnent moins de 120 000\$. Or, on sait que le maestro Kent Nagano gagne plus de 1 million.

Cet automne, quand on a demandé à l'OSM pour quelle raison M. Nagano ne figurait pas au formulaire (T3010) de l'Agence du revenu du Canada, on nous a indiqué que c'était parce qu'il n'était pas considéré comme un salarié, mais comme quelqu'un qui reçoit des cachets d'artiste.

À l'Orchestre métropolitain, la directrice Luce Moreau a expliqué que c'était probablement «en raison d'une erreur» que Yannick Nézet-Séguin ne figurait pas sur le formulaire obligatoire de l'Agence du revenu du Canada.



Pour savoir comment est géré un organisme, on peut consulter le site internet de l'Agence du revenu du Canada.

www.cra-arc.gc.ca/menu-fra.html

Dans la colonne de gauche, cliquez sur «organismes de bienfaisance et dons».

Sous «sujets», cliquez sur «liste des organismes de bienfaisance». Tapez alors le nom d'un organisme. Vous y trouverez le formulaire T3010. Allez à l'année la plus récente.

Pour savoir combien gagnent les gens de l'organisme, consultez l'annexe 3 (rémunération).

Pour tout renseignement financier, cliquez sur l'annexe 6 – renseignements financiers détaillés. Pour en savoir plus sur les revenus des activités de financement, l'Agence du revenu du Canada suggère de s'attarder aux lignes 4500 et 4630. Pour connaître le coût des activités de financement, allez à la ligne 5020.

Assurez-vous de taper l'appellation exacte de l'organisme auquel vous voulez faire un don. Pour le cancer, il y en a plusieurs : la Société canadienne du cancer, la Société canadienne du cancer division Québec, la Fondation pour le cancer de la prostate, l'Institut du cancer de Montréal, la Fondation du cancer du sein du Québec, etc.

Si vous avez des questions en consultant l'étude du formulaire T3010, prenez contact avec l'organisme et demandez-lui qu'il vous éclaire.



Changez votre façon de voir la télé.

Avec Bell Télé Satellite et le meilleur récepteur enregistreur HD¹, vous pouvez :

- Mettre la télé en direct à pause et ne plus rien manquer
- Enregistrer et regarder vos émissions préférées en tout temps
- Régler et gérer vos enregistrements depuis votre téléphone intelligent quand vous n'êtes pas à la maison²
- Regarder des films Sur demande en HD 1080p – la meilleure qualité offerte au pays

Passez à Bell et obtenez :

UN RÉCEPTEUR ENREGISTREUR HD
ET UN RÉCEPTEUR NUMÉRIQUE

GRATUITS

PENDANT 3 ANS³



1 888 285-1802 • bell.ca/telehd • Visitez un magasin Bell

la vie est **Bell**

Offert dans les magasins Bell suivants :

ANJOU
Les Galeries d'Anjou
Les Galeries d'Anjou – kiosque

BELOEIL
Mail Montenach

BLAINVILLE
Les Galeries de Blainville

BOISBRIAND
Faubourg Boisbriand

BOUCHERVILLE
1052, rue Lionel-Daunais

BROSSARD
Mail Champlain
Quartier DK30

CHAMBLY
909, boul. Périgny

CHÂTEAUGUAY
Centre Régional Châteauguay

COATICOOK
Place J.R. Lefebvre

COWANSVILLE
Domaine du Parc

DELSON
5, route 132

DOLLARD-DES-ORMEAUX
3352, boul. des Sources
3699, boul. St-Jean

DORION-VAUDREUIL
94, boul. Harwood

DORVAL
Les Jardins Dorval

DRUMMONDVILLE
2265, boul. St-Joseph
Promenades Drummondville

GATINEAU
1065, boul. de la Carrière
Promenades de l'Outaouais

GRANBY
Galeries de Granby

HULL
Galeries de Hull

JOLIETTE
2, Place Bourget Sud
Les Galeries Joliette

LACHINE
2409, 46^e Avenue

LAFONTAINE
2121, boul. Labelle

LASALLE
7567, boul. Newman
Carrefour Angrignon
Carrefour Angrignon – kiosque

LAVAL
691, boul. Curé-Labelle
1655, boul. St-Martin Ouest
5330, boul. des Laurentides
Carrefour Laval
Carrefour Laval – kiosque
Centre commercial Duvernay – kiosque
Centre Laval
Mégacentre Ste-Dorothee
Mégacentre Vimont Laval

LONGUEUIL
666, Place Trans-Canada
2771, boul. Jacques-Cartier Est
Place Longueuil

MAGOG
Galeries Orford

MONTREAL
4399, rue St-Denis
6855, rue St-Jacques Ouest
8900, rue Lajeunesse
9280, boul. de l'Acadie
7452, boul. Maurice-Duplessis
1, Place Ville Marie – niveau Galerie
Boul. Décarie (angle Jean-Talon)
Carrefour Industrielle Alliance
Centre Eaton – kiosque
Centre Rockland
Faubourg Ste-Catherine
Place Alexis-Nihon
Place Dupuis
Place Versailles
Place Côte-des-Neiges
Promenades Cathédrale – kiosque
Tour Jean-Talon (rez-de-chaussée)

MONTREAL-NORD
Centre Forest
Place Bourassa

MONT-TREMBLANT
517, rue de St-Jovite

PINCOURT
Faubourg de l'Île – kiosque

POINTE-AUX-TREMBLES
12530, rue Sherbrooke Est

POINTE-CLAIRE
Centre Fairview

REPENTIGNY
309, rue Notre-Dame
Les Galeries Rive-Nord

ROSEMERE
232, boul. Curé-Labelle
Place Rosemère

SALABERRY-DE-VALLEYFIELD
Centre commercial Valleyfield

SHAWINIGAN
Plaza de la Mauricie

SHERBROOKE
2700, rue King Ouest
4505, boul. Industriel
Carrefour de l'Estrie
Place Belvédère

SOREL
Les Promenades de Sorel

ST-BRUNO-DE-MONTARVILLE
Les Promenades St-Bruno

STE-AGATHE-DES-MONTS
80A, boul. Morin

ST-EUSTACHE
66, rue Dubois
Place St-Eustache

ST-HUBERT
3879, boul. Taschereau
5951, boul. Cousineau

ST-HYACINTHE
Galeries St-Hyacinthe

ST-JEAN-SUR-LE-RICHELIEU
391, boul. du Séminaire Nord
Carrefour Richelieu

ST-JEROME
Le Carrefour du Nord

ST-LAURENT
4232, rue Seré
La Place Vertu

ST-LEONARD
4524, rue Jean-Talon Est
6050, boul. Métropolitain Est

ST-SAUVEUR-DES-MONTS
153, rue Principale

TERREBONNE
1729, chemin Gascon
Galeries Terrebonne

TROIS-RIVIERES
5691, boul. Jean-XXIII
Centre Les Rivières

VICTORIVILLE
567, boul. des Bois-Francis Sud
La Grande Place des Bois-Francis

L'offre prend fin le 15 février 2011. Offert aux clients résidentiels du Québec, là où l'accès et la visibilité directe le permettent. Avec un nouveau compte Bell Télé Satellite et une entente de 2 ans. Des frais de résiliation anticipée s'appliquent. Modifiable sans préavis et ne peut être combiné avec aucune autre offre à moins d'indication contraire. Taxes en sus. D'autres conditions s'appliquent. (1) Basé sur une combinaison de fonctions, soit le saut avant de 30 secondes, le guide de programmation 9 jours, la capacité d'enregistrement extensible et la fonctionnalité RVP à distance. Équipement additionnel requis. (2) Avec un RVP HD Plus 9241. Certaines fonctions requièrent un récepteur branché à Internet et une connexion Internet. De l'équipement additionnel peut être requis et est en sus. Des frais standards de transmission de données sur votre appareil mobile peuvent s'appliquer. (3) Location à 0\$ pour le récepteur enregistreur HD et le récepteur numérique pendant 1, 2 ou 3 ans selon l'activation (et un abonnement continu) à 1, 2 ou 3 services admissibles de Bell. Les frais courants de location (maintenant 20,30 \$/mois pour le récepteur enregistreur HD et 4,06\$/mois pour le récepteur numérique. FALP inclus: suiet à changement) crédités au comote pendant 1, 2 ou 3 ans. s'appliquent par la suite.

Allégations contre le maire Vaillancourt

Serge Ménard défend son silence

MALORIE BEAUCHEMIN

OTTAWA — Deux semaines après avoir révélé à la télévision de Radio-Canada que le maire de Laval, Gilles Vaillancourt, lui avait offert une enveloppe d'argent comptant en 1993, le député du Bloc québécois Serge Ménard a défendu, hier, les raisons pour lesquelles il a gardé le silence pendant 17 ans.

« Je suis convaincu qu'il n'y a pas eu de crime, a expliqué M. Ménard devant le comité de l'éthique de la Chambre des communes. Je n'étais pas élu et il ne me demandait rien en retour. »

Sous la pression de députés conservateurs du Québec, qui considèrent comme une « erreur de jugement » le fait qu'il n'ait jamais dénoncé le geste de M. Vaillancourt, M. Ménard a accepté de comparaître de son plein gré devant ses collègues parlementaires pour donner encore une fois sa version des faits.

« Je pense encore que c'était la meilleure façon d'agir, a-t-il déclaré. Je n'avais aucune preuve indépendante. Dès le moment de l'événement, j'ai compris que ce serait ma parole contre la sienne et qu'il n'y aurait pas d'accusation. »

Député de Marc-Aurèle-Fortin, à Laval, et ancien ministre de la Sécurité publique du Québec, M. Ménard a de nouveau raconté que, alors qu'il était candidat du Parti québécois à une élection partielle, en décembre 1993, il était allé rencontrer le maire

Vaillancourt à son bureau. Ce dernier lui aurait alors proposé une enveloppe contenant 10 000\$ en billets de banque. Si le candidat avait accepté, il aurait contrevenu à la Loi électorale, qui prévoit qu'une contribution à une formation politique doit se faire par chèque et ne doit pas dépasser 3000\$.

Or, a expliqué M. Ménard au comité, si le Code criminel, au fédéral, prévoit que la tentative de commettre un crime constitue en soi une infraction, ce n'est pas le cas de la loi

« En refusant l'argent, il n'y avait pas d'infraction. La police n'est pas là pour donner des certificats de bonne conduite. »

— Serge Ménard

provinciale. Ainsi, le député juge qu'il ne s'agissait pas d'une tentative de corruption.

« En refusant l'argent, il n'y avait pas d'infraction, a plaidé M. Ménard, criminaliste de formation. La police n'est pas là pour donner des certificats de bonne conduite. »

Complice?

Les conservateurs qui avaient réclamé la comparution du député bloquiste ont tenté, en vain, de faire admettre à M. Ménard que son silence était répréhensible. « N'êtes-vous pas complice d'un cancer

qui ronge la société québécoise: la corruption? » a lancé le député Steven Blaney.

M. Blaney a reproché à M. Ménard d'avoir, dans le cadre de ses fonctions ministérielles, vanté la compétence de M. Vaillancourt dans des lettres.

« M. Vaillancourt est un maire extrêmement compétent. Une enveloppe brune, ça n'a rien à voir avec la compétence, a rétorqué M. Ménard. Nulle part dans les lettres je parle de son honnêteté. »

Le député libéral Denis Coderre a jugé tout l'exercice « indécent », voire peu utile, et estime que M. Ménard a été très transparent dans ses réponses. Le député du NPD Bill Siskay a quant à lui refusé de poser des questions à son collègue du Bloc québécois, affirmant n'avoir que du respect pour ce parlementaire d'expérience.

À sa sortie de l'audience, Steven Blaney a réitéré qu'il considérerait comme « très troublantes » les allégations de M. Ménard et les circonstances de ses révélations.

« Il y a présentement au Québec beaucoup de scandales, beaucoup d'allégations. Je pense que les gens en ont ras le bol. Quand allons-nous mettre fin à la loi du silence? » a dit M. Blaney.

Après les déclarations de M. Ménard, à la mi-novembre, le maire Vaillancourt l'a mis en demeure de se rétracter, ce que le député a refusé de faire encore hier.

M. Ménard a conclu son témoignage en laissant entendre



PHOTO PAWEL DWULIT, LA PRESSE CANADIENNE

L'ancien ministre de la Sécurité publique du Québec, Serge Ménard, a accepté de comparaître devant ses collègues parlementaires pour expliquer pourquoi il a gardé le silence pendant 17 ans au sujet d'une enveloppe d'argent que Gilles Vaillancourt lui aurait offerte.

que le traitement qu'il a subi de la part de ses collègues conservateurs est le genre de chose qui pourrait décourager bien

des gens de dénoncer des agissements qu'il considère comme « très graves », bien que non « illégaux ».

FINANCEMENT ILLÉGAL

David Grégoire poursuivi pour 200 000 \$

PAUL JOURNET

QUÉBEC — L'entrepreneur Luigi Salvatore met ses menaces à exécution. Il poursuit David Grégoire en diffamation pour 200 000\$. « Il y a des limites à salir la réputation d'autrui », a affirmé

M. Salvatore, hier, par voie de communiqué. Il s'engage à remettre à des organismes de charité l'argent qu'il obtiendra.

La semaine dernière, M. Grégoire, candidat du PLQ dans Masson en 2008, a affirmé à Radio-Canada

qu'il avait accepté de l'argent comptant deux fois lors de sa campagne électorale, la première fois de Luc Tremblay, directeur général de la Ville de Mascouche, et la deuxième de M. Salvatore.

L'entrepreneur, qui affirme n'avoir même jamais rencontré

M. Grégoire à son bureau, a demandé à ce dernier de se rétracter, en vain.

« Cette poursuite m'intimide, c'est certain », a dit M. Grégoire hier à *La Presse*. « J'ai 26 ans, j'ai une famille à nourrir et une hypothèque à payer. Je ne sais pas

comment je vais réussir à payer ma défense. » Il dit avoir reçu « des milliers » de messages d'encouragement du public.

M. Grégoire avait rencontré des enquêteurs de l'escouade Marteau avant d'avouer publiquement avoir accepté illégalement de l'argent comptant. Il a depuis rencontré aussi des enquêteurs du DGE. « Je leur ai dit encore plus de choses que ce que j'ai affirmé à la télévision », a-t-il soutenu.

M. Salvatore dit qu'il accepterait de rencontrer lui aussi les enquêteurs du DGE pour donner sa version des faits.

Prix-Cadeaux Simons



LE 31

LA CHEMISE
CARREAUX YALE 29⁹⁵

De notre collection de chemises sport en popeline de coton, un style typique de l'héritage des grandes universités avec son col boutonné, ses carreaux graphiques clairs sur fond marine, noir, turquoise, sauge ou choco. P.m.g.tg.tg. Rég. 40.00 Style 15250



LE KANGOUROU
LAINE D'AGNEAU RAYURES DUO 49⁹⁵

Les pulls en laine d'agneau chez Simons, des cadeaux légendaires à Noël dans la jolie boîte verte ! Un style mode avec son capuchon cordon, son long zip, ses rayures graphiques en tons de noir et gris, gris et aqua ou gris et vert. Tp.p.m.g.tg. Rég. 68.00 Style 75008



LA CHEMISE
COTON GLACÉ 59⁹⁵

De notre collection pur coton exclusive, une essentielle dans toute garde-robe classe affaires bien organisée. Coupe semi-ajustée, poignet boutonné. Blanc, bleu, rose, noir. 14 1/2 à 17 manches régulières et 15 à 18 manches longues. Rég. 98.00 Style 368

achats
EN LIGNE
simons.ca



LA BOÎTE-CADEAU SIMONS...
UNE TRADITION DE QUALITÉ POUR TOUTS VOS ACHATS DES FÊTES !
OFFERTE GRATUITEMENT À TOUTES NOS CAISSES.

simons

MONTRÉAL PLUS

Le vérificateur général ulcéré d'avoir perdu la « ligne éthique »

EXCLUSIF

KARIM BENESEAIEH

L'administration Tremblay a récemment retiré en douce au vérificateur général, Jacques Bergeron, la responsabilité de la ligne téléphonique qui permettait de signaler tout acte répréhensible en lien avec la gestion des affaires de la Ville, un geste qui a « ulcéré » ce fonctionnaire indépendant, a appris *La Presse* de plusieurs sources.

Ce service, mis sur pied en 2009, relèvera dorénavant du contrôleur général, Pierre Reid. Celui-ci est sous les ordres du directeur général, Louis Roquet, et du comité de vérification.

L'opposition a descendu en flammes hier cette décision, qu'elle a qualifiée d'« inacceptable » et de « dangereuse ». « C'est incroyable, ça sent la vindicte à plein nez », a dit Louise Harel, chef de Vision Montréal.

« Le vérificateur général est la seule institution totalement indépendante, le seul qui peut déclencher une enquête sans demander la permission », a dit le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron. Le contrôleur général, Pierre Reid, qui a écrit une lettre dans *La Presse* en juin dernier pour défendre Gérard Tremblay, « est notoirement un fidèle parmi les fidèles du maire », selon M. Bergeron.

Le maire Tremblay a expliqué qu'il avait pris cette décision pour des raisons de coût et d'efficacité. « Le vérificateur voulait 650 000 \$ pour la ligne éthique, le contrôleur le fait à 325 000 \$ – la moitié, a-t-il



Le vérificateur général de Montréal, Jacques Bergeron, doit faire une déclaration publique lundi. Il perçoit la perte de la gestion de la ligne éthique comme un « désaveu » et une « déclaration de guerre ».

déclaré à *La Presse*. En cinq ans, on vient d'épargner 1,6 million. »

C'est le contrôleur général qui, de toute façon, héritait des

« Le vérificateur donnait tout le travail au contrôleur. »

Jacques Bergeron compte faire une déclaration lundi, a-t-on précisé hier à son

éthique comme un « désaveu » et une véritable « déclaration de guerre » de l'administration Tremblay. « C'est la goutte qui fait déborder le vase.

« Le vérificateur général est la seule institution totalement indépendante, le seul qui peut déclencher une enquête sans demander la permission. »

— le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron

enquêtes ouvertes à la suite des informations obtenues par cette ligne, a-t-il ajouté.

bureau. *La Presse* a appris de sources sûres qu'il a perçu la perte de la gestion de la ligne

M. Bergeron est furieux », a résumé un responsable. Depuis 2002, le nombre d'employés au

bureau du vérificateur est passé de 41 à 26. Dans le budget présenté mercredi, le service du contrôleur général passe, lui, de 9 à 22 employés à temps plein. Il est sous la supervision du comité de vérification, composé de deux experts comptables non élus, de deux conseillers du parti de maire, de deux maires de villes défusionnées et d'un représentant de l'opposition, Pierre Lampron.

« Je ne suis pas en guerre contre le vérificateur général, a affirmé le maire Tremblay. Le travail est fait par le contrôleur, mais toute l'information est donnée au vérificateur général. »

Un vérificateur dérangeant

La ligne éthique a été instaurée en 2009 alors que se succédaient des controverses à l'hôtel de ville. Elle visait à permettre aux employés et aux fournisseurs de la Ville de dénoncer des gestes comme les pots-de-vin, la falsification ou la destruction de documents et le détournement de fonds. Le printemps dernier, dans une lettre envoyée aux élus, le vérificateur général s'était plaint du financement qu'on lui avait accordé, 325 000 \$, alors qu'il en réclamait le double.

Depuis qu'il a remplacé Michel Doyon, en juin 2009, Jacques Bergeron a plusieurs fois mis l'administration Tremblay sur la sellette. Il a commencé dès le mois de septembre 2009 avec un rapport dévastateur sur le contrat des compteurs d'eau. Il a ensuite alerté la police concernant des irrégularités dans un contrat de téléphonie et a accusé le directeur général, Louis Roquet, d'avoir commis une « transgression très grave » en remettant à TELUS un rapport confidentiel alors qu'une enquête à son sujet était en cours.

M. Bergeron en a remis lorsqu'il a été convoqué à l'hôtel de ville dans cette affaire, contredisant tour à tour le maire, le directeur général et deux hauts fonctionnaires, dont Pierre Reid.

Le 2-22 pourra se réaliser, dit Québec

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le projet du 2-22, cet édifice culturel à l'angle de la rue Sainte-Catherine et du boulevard Saint-Laurent, pourra se réaliser grâce au report de la date butoir du programme fédéral d'infrastructures.

C'est l'un des 251 chantiers que le gouvernement Charest jugeait « à risque », car ils ne pourront se terminer avant le 31 mars et qu'Ottawa refusait de financer les travaux qui

ne seront pas achevés à cette date.

Hier, il a finalement annoncé que la date butoir est repoussée au 31 octobre. Cette décision « permettra de régler le 2-22. Définitivement, ça donne toute la marge de manœuvre maintenant pour le réaliser », a affirmé le ministre des Affaires municipales, Laurent Lessard. Il s'est réjoui de la décision d'Ottawa lors d'une conférence de presse en compagnie de la présidente du Conseil du Trésor, Michelle Courchesne.

Hausse du fardeau fiscal des Montréalais

Les locataires y goûteront aussi

GABRIEL BÉLAND

La Ville de Montréal ne pourra pas seulement dans les poches des propriétaires et des automobilistes pour boucler son budget 2011. Les locataires vont aussi ressentir la hausse de l'impôt foncier, et on appréhende déjà d'importantes augmentations de loyer dans certains quartiers.

L'administration du maire Gérard Tremblay a annoncé mercredi une hausse du fardeau fiscal des contribuables de 4,3 %. L'impôt foncier, la taxe d'eau et celle sur la voirie seront augmentés. Ce sont les propriétaires de maison, de logement ou d'immeuble qui paient ces frais une fois l'an. Les locataires voient toutefois une partie de ces hausses se répercuter sur leur loyer, conformément à la loi.

« C'est très clair que la hausse des taxes va faire mal aux locataires. Non seulement parce qu'elle va leur être refilée, mais aussi parce que certains propriétaires en profitent pour augmenter un peu plus », a expliqué François Saillant, du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

Selon M. Saillant, il est faux de croire que le loyer doit être augmenté d'un pourcentage similaire à la hausse de l'impôt foncier. « Ce n'est pas vrai qu'une hausse de taxe de 7 % veut dire une hausse de loyer de 7 % », dit-il.

Exemple de calcul

Mais comment au juste cette hausse de l'impôt est-elle passée aux locataires ? Prenons le cas d'un duplex dont les charges augmenteraient au même rythme que la moyenne montréalaise, soit 4,3 %. Si en 2010 l'ensemble de l'impôt foncier représentait 4000 \$, il grimpera de 172 \$ en 2011.

Pour le locataire du deuxième étage, logement qui représente règle générale 40 % de la valeur du duplex, cela représentera une hausse de 70 \$ par année. Il devra donc payer près de 6 \$ par mois pour absorber la hausse de l'impôt foncier décrétée mercredi par Montréal. À cela s'ajoutent l'inflation et le coût des



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Pour les locataires, la hausse du loyer qui découle de la hausse de l'impôt foncier est particulièrement désagréable parce que la qualité du logement n'a pas augmenté, soutient le porte-parole du FRAPRU, François Saillant.

renovations pour constituer la hausse globale du loyer.

Cette somme n'est pas faramineuse. Mais selon M. Saillant, elle est significative pour les locataires qui peinent à joindre les deux bouts. « À Montréal, il y a 91 000 ménages locataires qui paient plus de la moitié de leur revenu pour se loger. Ces gens-là ne sont plus capables d'en prendre. »

Des quartiers plus touchés que d'autres

Les locataires de certains quartiers paieront moins s'ils logent dans un immeuble dont la charge fiscale a moins grimpé que la moyenne. D'autres, en revanche, paieront beaucoup plus. Dans certains arrondissements, l'impôt foncier moyen augmente bien au-delà de la moyenne montréalaise. C'est le cas dans le Plateau-Mont-Royal (6,80 %) et dans le Sud-Ouest (7,30 %).

« Le Sud-Ouest est un quartier qui a longtemps été considéré comme exclusivement populaire. En même temps, il est à 10 minutes du centre-ville, à côté des autoroutes, donc il y a une demande énorme du côté de certaines clientèles », explique Mathieu Thériault, porte-parole du POPIR, un comité logement de Saint-Henri.

Dans le Sud-Ouest, la hausse du fardeau fiscal

entraînera à elle seule des hausses mensuelles de loyer de 10 \$ et plus chez plusieurs locataires. « C'est un phénomène de spirale : il y a des augmentations de taxes, donc il y a une augmentation des loyers, constate M. Thériault. La bulle immobilière se nourrit de ce processus. »

Selon François Saillant, la hausse de loyer qui découle de la hausse de l'impôt foncier est particulièrement désagréable pour les locataires puisque, contrairement à celle qu'occasionne le coût de renovations, la qualité même du logement n'en est pas améliorée.

« Le fait que la valeur foncière environnante ait augmenté n'a pas changé le logement lui-même, dit-il. Les locataires vivent dans les mêmes conditions qu'avant. »

DES HAUSSES INÉGALES

Les arrondissements où le fardeau fiscal va le plus grimper en 2011

Sud-Ouest	7,3%
Plateau-Mont-Royal	6,8%
Lachine	6,0%
Saint-Léonard	5,8%
Rosemont-La Petite-Patrie	5,3%
Moyenne montréalaise	4,3%

Source : Ville de Montréal

LOUIS VUITTON

Vendus exclusivement dans les magasins Louis Vuitton. louisvuitton.com
Ogilvy - Montreal. 514-849-6520



La STM souhaite augmenter sa fréquentation de 40 % en 10 ans

Les investissements requis s'élèvent à 11,9 milliards d'ici à 2020

BRUNO BISSON

Le président de la Société de transport de Montréal (STM), Michel Labrecque, a présenté hier, devant un parterre de gens d'affaires, les grandes lignes d'un plan décennal qui vise à augmenter de 40 % la fréquentation de son réseau.

Pour y parvenir, la STM compte notamment sur les nouvelles voitures et le prolongement du métro, sur l'ajout de 400 autobus à son parc et sur la mise en place d'un tramway.

Le programme d'investissements de la STM est estimé à 11,9 milliards de dollars d'ici à 2020 et prévoit un accroissement de l'offre de service de 32 % en 10 ans. Elle souhaite ainsi attirer environ 5 % des automobilistes et faire grimper le nombre de déplacements annuels de 386 millions cette année à 540 millions dans 10 ans.

La plupart des projets énoncés dans ce plan sont déjà connus, tels le prolongement de la ligne 5 du métro vers Anjou, dans l'est de Montréal, et de la ligne 2 vers Saint-Laurent, dans l'ouest, de même que la création d'un



PHOTO ALAIN ROBERGE, ARCHIVES LA PRESSE

Le programme d'investissements de la STM est estimé à 11,9 milliards de dollars d'ici à 2020 et prévoit un accroissement de l'offre de service de 32 % en 10 ans. Elle souhaite ainsi attirer environ 5 % des automobilistes et faire grimper le nombre de déplacements annuels de 386 millions cette année à 540 millions dans 10 ans.

Service rapide par bus (SRB) sur le boulevard Pie-IX, pour 2013.

L'implantation de tramways dès 2016 dans le centre-ville et le secteur de

Côte-des-Neiges, au cœur du Plan de transport adopté il y a deux ans par la Ville

de Montréal, est également dans le plan stratégique de la STM.

Tramways

Les documents rendus publics hier revèlent en outre que la STM entend implanter un tramway sur l'avenue du Parc dès 2019 et un second SRB sur le boulevard Henri-Bourassa, dans le nord-est de la ville, en 2018.

La STM devra enfin augmenter de 1680 à 2114 le nombre de ses autobus en plus d'aménager pas moins de 273 km de voies réservées pour les faire circuler.

« Enthousiasmant »

M. Labrecque a qualifié le plan de « réaliste, ambitieux et enthousiasmant » même si la plupart de ces projets ne sont pas encore assurés d'un financement de la part du gouvernement du Québec.

Sur ce point, M. Labrecque a répété que l'accroissement des services du plus grand transporteur public du Québec est conditionnel à l'obtention d'un financement « dédié, indexé et récurrent », notamment grâce à une augmentation importante des taxes sur l'essence. Depuis le printemps dernier, la STM réclame à Québec l'imposition d'une taxe de 13,2 cents le litre d'essence.

Le président de la STM a aussi évoqué la possibilité de recourir au péage routier ou à des taxes sur l'immatriculation et le stationnement. La Ville de Montréal a déjà annoncé pour 2011 une augmentation de 45 \$ des droits d'immatriculation pour les Montréalais.

Monorail Montréal-Québec

Sam Hamad a rencontré les chercheurs

GABRIEL BÉLAND

Un projet de monorail entre Montréal et Québec suscite l'intérêt dans les hautes sphères. *La Presse* a appris que le ministre des Transports du Québec, Sam Hamad, a lui-même discuté avec les auteurs d'une étude sur la question.

Après avoir lu des articles sur le monorail dans plusieurs médias québécois, Sam Hamad a demandé à rencontrer les chercheurs de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), ce qui s'est fait le vendredi 19 novembre à Montréal.

« M. Hamad était curieux de parler avec les gens de l'IREC. Cependant, on veut lire l'étude avec attention avant de la commenter, a expliqué hier l'attaché de presse du ministre, Maxime Sauvageau. Nous l'avons reçue aujourd'hui (hier) en fin d'après-midi. »

Le Devoir et *La Presse* avaient déjà obtenu dès la mi-novembre l'étude d'une centaine de pages, intitulée *L'électrification du transport collectif: un pas vers l'indépendance énergétique du Québec*. Elle a toutefois été officiellement dévoilée hier et sera analysée par le Ministère, a annoncé M. Sauvageau.

L'IREC s'est penché sur la mise en place d'un monorail suspendu entre Montréal et Québec. Selon son étude, ce système coûterait trois fois moins cher à construire qu'un TGV, il serait plus rapide que le train normal et pourrait facilement relier les villes les plus importantes du Québec.

« Un monorail serait plus simple à construire parce que, contrairement au TGV, le réseau pourrait être installé dans les emprises d'autoroute », a soutenu le directeur général de l'IREC, Robert Laplante.

Ainsi, au lieu des 8,75 milliards qu'exigerait la mise en place d'un TGV entre Montréal et Québec, un monorail coûterait 3 milliards, conclut l'étude. Les capsules de 80 places file-raient à 250 km/h au-dessus de l'autoroute 20 et relieraient les deux villes en moins d'une heure et demie.

L'étude de l'IREC estime qu'un billet Montréal-Québec pourrait coûter 75 \$ pour un aller simple.

L'IREC a annoncé hier qu'un colloque sur la question aura lieu le 20 janvier prochain à l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ).

DEMAIN SEULEMENT LE SAMEDI 4 DÉCEMBRE

25% DE RABAIS

SUR CES 4 PRODUITS VEDETTES

LIMITE DE 3 BOUTEILLES PAR PRODUIT JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS



Rabais de **460\$** Prix réduit **13⁶⁵\$** Prix courant **18²⁵\$**



Rabais de **375\$** Prix réduit **11¹⁵\$** Prix courant **14⁹⁰\$**



Rabais de **480\$** Prix réduit **13⁹⁵\$** Prix courant **18⁷⁵\$**



Rabais de **490\$** Prix réduit **14⁷⁰\$** Prix courant **19⁶⁰\$**

La modération a bien meilleur goût.



PRENEZ GOÛT À NOS CONSEILS



18+

Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac, SAQ Signature, SAQ Dépôt et SAQ.COM exclus. Limite de 3 bouteilles par client, par transaction, pour chacun des produits identifiés: Georges Dubouff, broouilly a.o.c. (code SAQ: 00070540); Jacob's Creek, shiraz/cabernet, south-eastern-australia (code SAQ: 00106377); Domaine de Fourn, blanquette-de-limoux a.o.c. (code SAQ: 00220400); Ménage à trois, vin blanc (code SAQ: 10709988). L'offre Obtenez 25 % de rabais sur ces 4 produits vedettes est en vigueur le samedi 4 décembre 2010 seulement, jusqu'à la fermeture de la succursale ou l'épuisement des stocks, selon la première éventualité. Quantités limitées. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

ACTUALITÉS

Des centres d'injection supervisée à l'étude

L'objectif est d'enrayer la transmission du VIH et de l'hépatite C à Montréal

SARA CHAMPAGNE

Afin de contrer le VIH et l'hépatite C, qui se répandent de façon alarmante au centre-ville, l'Agence de santé et des services sociaux de Montréal entame des études de faisabilité pour ouvrir des centres d'injection supervisée. En point de presse hier matin, l'Agence a rendu public son *Rapport 2010 sur les infections transmissibles sexuellement et par le sang*, lequel démontre que la situation se détériore sans cesse.

Le D^r Richard Lessard, directeur de la santé publique à Montréal, a expliqué que les deux maladies touchent surtout les gens qui utilisent des drogues par injection et les homosexuels masculins. En conséquence, des efforts supplémentaires seront consentis pour les joindre sur le terrain.

Selon le rapport, 68 % des personnes qui s'injectent des drogues à Montréal sont porteuses de l'hépatite C, et le quart d'entre elles l'ignorent. Quant aux homosexuels, 18 % sont atteints du virus du VIH et 26 % d'entre eux l'ignorent. À cela, il faut ajouter les cas de



PHOTO PATRICK SANFAÇON, ARCHIVES LA PRESSE

L'hépatite C et le VIH touchent surtout les gens qui utilisent des drogues par injection et les homosexuels masculins.

sée ont été concluantes en Australie et en Suisse, estime le D^r Lessard. Les centres font en sorte qu'il y a moins d'échange de seringues dans

Cette annonce survient presque en même temps que celle du groupe Cactus, qui a manifesté plus tôt cette semaine son intention d'ouvrir un centre d'injection supervisée au centre-ville de Montréal, en juin 2011. La Cour suprême a d'ailleurs été saisie de la légalité d'un lieu similaire à Vancouver, où la progression des maladies transmissibles sexuellement et par le sang est également alarmante.

L'Agence de la santé de Montréal a aussi expliqué que 1 million de seringues sont distribuées chaque année, mais qu'il en faudrait 15 millions pour réduire la transmission

de maladies par le sang. Le D^r Pierre Côté, médecin à l'unité VIH-Toxicomanie de l'hôpital Saint-Luc (CHUM), a pour sa part soutenu qu'il faut impérativement recruter des médecins pour traiter les patients atteints de l'hépatite C, «une clientèle difficile», a-t-il admis.

«On a de la difficulté à recruter de jeunes médecins pour cette clientèle, affirme D^r Côté. Il faudrait que le gouvernement priorise ce type de soins quand il décide de la répartition de ses nouveaux médecins. Notre objectif est de parvenir à doubler le nombre de traitement auprès des gens atteints de l'hépatite C.»

CHUM EN PPP

Québec dévoile ses experts, pas leur rapport

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le gouvernement Charest a révélé hier l'identité des experts indépendants dont le rapport le conforte dans sa décision de construire le nouveau CHUM en partenariat avec le secteur privé (PPP). Mais ce rapport sera rendu public seulement après la signature du contrat avec le consortium qui aura remporté l'appel d'offres, probablement pas avant le printemps.

La présidente du Conseil du Trésor, Michelle Courchesne, a expliqué à *La Presse* que le document contient des «informations privilégiées» qui ne peuvent être diffusées pour le moment.

Selon elle, ce rapport dissipe les doutes soulevés par le vérificateur général en juin et «est suffisamment éloquent pour confirmer le fait que c'est une bonne décision d'aller en PPP». Le VG Renaud Lachance affirmait que le gouvernement s'est fondé sur des données et des hypothèses erronées pour choisir la formule du PPP.

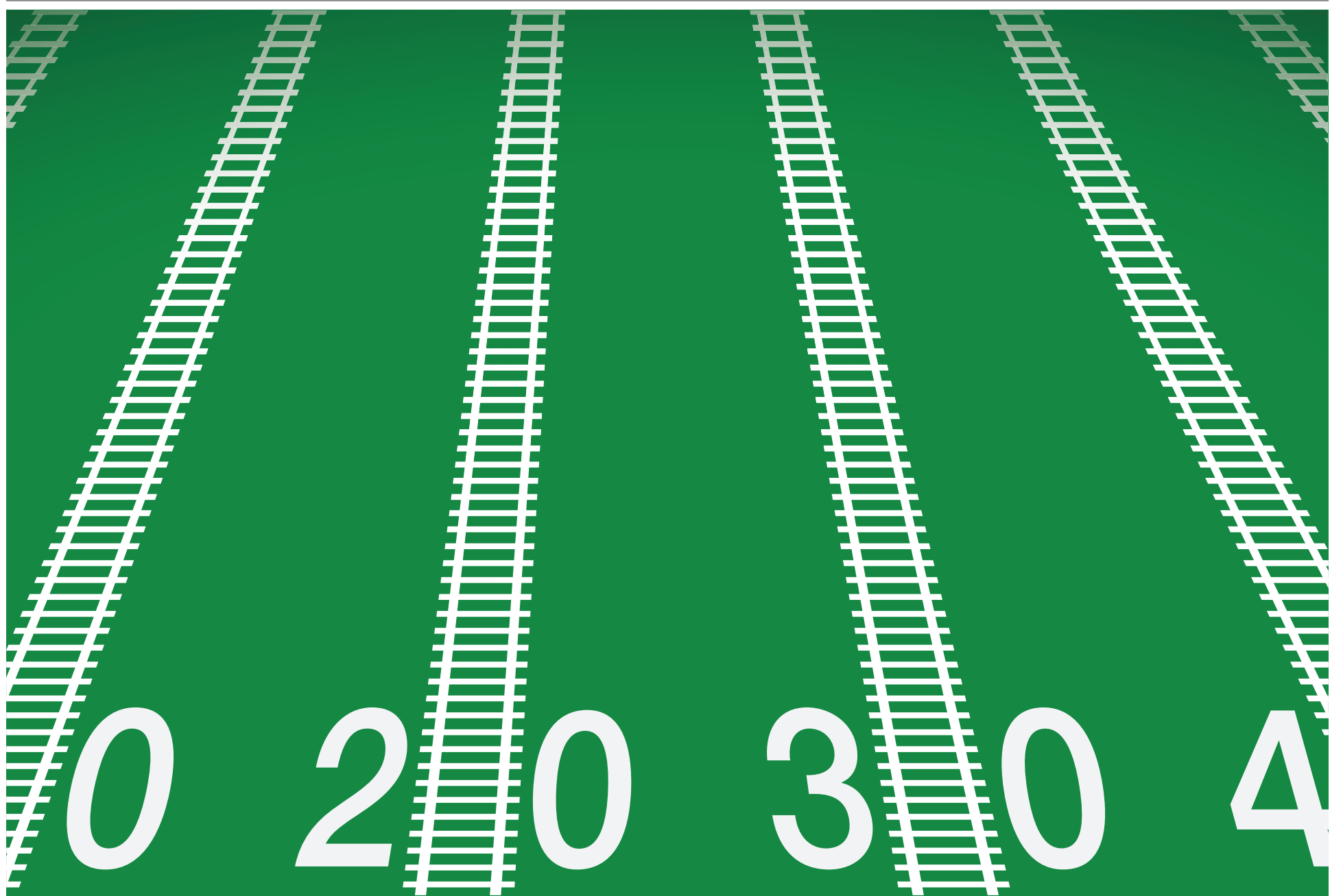
C'est à la suite de sa sortie percutante que le gouvernement a décidé de former un comité d'experts indépendants pour réévaluer le bien-fondé du recours au PPP. Trois experts ont produit le rapport, selon les informations transmises par le Conseil du trésor. Il s'agit de Daniel Roth, directeur général des Services consultatifs en infrastructures de la firme Ernst & Young, Henri Elbaz, ex-directeur général de l'Hôpital général juif, et Alain Boisset, consultant indépendant en matière de développement de projets d'infrastructure.

Selon l'Agence de santé et des services sociaux, 68 % des personnes qui s'injectent des drogues à Montréal sont porteuses de l'hépatite C, et le quart d'entre elles l'ignorent.

syphilis, dénombrés par centaines alors qu'il n'y en avait que quelques-uns il y a 10 ans.

«Les études au sujet des centres d'injection supervi-

l'environnement. Il y a aussi un impact positif sur la prévention des infections. On va donc commencer des études de faisabilité.»



SUR LA BONNE VOIE DEPUIS DEUX ANS.
Félicitations aux Alouettes de Montréal pour avoir remporté à nouveau le championnat.

Pour une deuxième saison consécutive, les champions en titre de la Coupe Grey remportent la victoire. Sur le terrain et en dehors de celui-ci, la remarquable performance des Alouettes de Montréal est une grande source d'inspiration pour la communauté, comme en témoigne le programme CN Adoptez un Alouette, qui fournit aux élèves de partout au Québec de précieuses connaissances pratiques. Ensemble, nous sommes sur la bonne voie pour vivre une nouvelle année remplie de succès.

www.cn.ca



Avec vous depuis 50 ans

BRAULT 50& MARTINEAU

de 1960
à 2010

Offre exceptionnelle

pour le temps
des fêtes
obtenez jusqu'à

1000\$

DE RABAIS

sur facture

à l'achat d'électroménagers

LG sélectionnés



+100\$ de rabais
sur facture

+100\$ de rabais
sur facture

+200\$ de rabais
sur facture

+100\$ de rabais
sur facture

Lave-vaisselle

Panneau de commande avant, très silencieux (52 dB), capacité de 16 couverts

Livraison et service gratuits

2747\$ /mois ou 989\$

Cuisinière avec four autonettoyant

Four en émail vitrifié de 5,6 pi³, commandes numériques, affichage à DEL, surface de cuisson Ceran, 1 élément double de 6/9 po

Livraison, ramassage et service gratuits

2747\$ /mois ou 989\$

Laveuse à chargement frontal de 4 pi³

7 programmes, 12 options, moteur à entraînement direct de 1100 tr/min, système TrueBalance®

Livraison, ramassage et service gratuits

3608\$ /mois ou 1299\$ La paire

Sécheuse de 7,1 pi³

5 programmes, 7 options de séchage, 5 niveaux de température, tambour en acier Alcosta

Livraison, ramassage et service gratuits

Réfrigérateur de 19 pi³

Système de refroidissement de porte rapide, tablettes en verre antidébordement, 2 bacs à légumes à humidité contrôlée, refroidissement de la porte par ionisation

Livraison, ramassage et service gratuits

2775\$ /mois ou 999\$

Lave-vaisselle

Modèle très silencieux (52 dB), capacité de 16 couverts, paniers recouverts de nylon, panneau de commande dissimulé, moteur à entraînement direct Direct Drive, Energy Star®

Livraison et service gratuits

+125\$ de rabais
sur facture



3108\$ /mois ou 1119\$

Réfrigérateur de 19,7 pi³

Style à portes françaises, tiroir de congélation, système multiple de débit d'air, commandes numériques de température à membrane interne à DEL, alarme de porte, Energy Star®

Livraison et ramassage gratuits

+125\$ de rabais
sur facture

3608\$ /mois ou 1299\$



+300\$ de rabais
sur facture

Laveuse à chargement frontal de 4,2 pi³

9 programmes, chauffe-eau, entraînement direct, vitesse d'essorage jusqu'à 1200 tr/min, système anti-vibration TrueBalance® V2, Energy Star®

Livraison, ramassage et service gratuits

Piédestaux 5,81 \$*/mois ou 209\$ ch.

5525\$ /mois ou 1989\$ La paire

Laveuse à chargement frontal de 4,5 pi³

Grande capacité, 12 programmes, 5 niveaux de température, 1200 tr/min, afficheur à DEL, système SenseClean®, Energy Star®

Livraison, ramassage et service gratuits

Piédestaux en sus

5553\$ /mois ou 1999\$ La paire



+300\$ de rabais
sur facture

+125\$ de rabais
sur facture

Cuisinière avec four autonettoyant

Four en émail vitrifié de 5,6 pi³, commandes numériques, affichage à DEL, surface de cuisson lisse Ceran Suprema

Livraison, ramassage et service gratuits

3386\$ /mois ou 1219\$



+ PAYEZ EN 36 versements sans intérêt*
sur les électroménagers jusqu'en décembre 2013

Offre en vigueur du jeudi 2 décembre au dimanche 5 décembre 2010. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Brault & Martineau Liquidation et aux Galeries du sommeil. Ces offres ne peuvent être jumelées à aucune autre promotion. Détails en magasin. *À l'achat d'un ensemble réfrigérateur, cuisinière, laveuse/sécheuse et lave-vaisselle LG sélectionnés. Détails en magasin.

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 799\$ avant taxes pour les électroménagers sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :
Si votre solde quotidien moyen est de :

100\$	500\$	1000\$
Les frais d'intérêts pour une période de 30 jours seront de :		
1,60\$	8,01\$	16,03\$

brauletmartineau.com

Livraison gratuite 7 jours sur 7**

**Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.

HEURES D'OUVERTURE: Lundi au vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h

BROSSARD Tél.: 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél.: 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél.: 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél.: 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél.: 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

REPERTIGNY Tél.: 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
SHERBROOKE Tél.: 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 3950, boul. Josaphat-Rancourt (Plateau St-Joseph)
SAINT-HUBERT Tél.: 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél.: 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talot Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél.: 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



L'ENCAN **LA PRESSE**: 34 161\$

LOT 1
 Mise gagnante **1250\$**
 JOUEZ UNE RONDE DE GOLF AU CLUB LAVAL-SUR-LE-LAC AVEC **PAUL JOURNET** POUR DEUX PERSONNES.

LOT 5
 Mise gagnante **1850\$**
 PASSEZ UNE JOURNÉE SUR LE TERRAIN AVEC **PATRICK LAGACÉ** POUR UNE PERSONNE.

LOT 9
 Mise gagnante **2200\$**
 PARTEZ EN REPORTAGE AVEC NOTRE PHOTOGRAPHE **BERNARD BRAULT** POUR UNE PERSONNE.

LOT 2
 Mise gagnante **4025\$**
 UN SOUPER AVEC **YVES BOISVERT** POUR UNE PERSONNE.

LOT 6
 Mise gagnante **3000\$**
 CRITIQUEZ UNE BONNE TABLE DE MONTRÉAL AVEC **MARIE-CLAUDE LORTIE** POUR DEUX PERSONNES.

LOT 10
 Mise gagnante **3901\$**
 GRAND SOUPER AVEC UN PDG: SOYEZ DE LA CONVERSATION! AVEC **SOPHIE COUSINEAU** POUR UNE PERSONNE.

LOT 3
 Mise gagnante **2500\$**
 VISITEZ LES STUDIOS DE GÉRARD D. LAFLAQUE. RECEVEZ UN DESSIN ORIGINAL ET DÎNEZ AVEC **SERGE CHAPLEAU** POUR UNE PERSONNE.

LOT 7
 Mise gagnante **1700\$**
VISITEZ LA SALLE DE RÉDACTION EN COMPAGNIE DE NOS TROIS DIRECTEURS DE L'INFORMATION POUR UNE PERSONNE.

LOT 11
 Mise gagnante **5200\$**
 ASSISTEZ EN GROUPE À UN **MATCH DU CANADIEN DANS UNE LOGE** DU CENTRE BELL EN COMPAGNIE D'ÉRIC TROTTIER POUR 6 PERSONNES.

LOT 4
 Mise gagnante **1000\$**
 ASSISTEZ À UN SPECTACLE DU GROUPE CHROMEO ET RENCONTREZ LES ARTISTES EN COMPAGNIE D'**ÉMILIE CÔTÉ** POUR UNE PERSONNE.

LOT 8
 Mise gagnante **1600\$**
 ASSISTEZ AU SPECTACLE DE U2 AVEC **ALAIN DE REPENTIGNY** POUR UNE PERSONNE.

LOT 12
 Mise gagnante **1100\$**
 UNE SOIRÉE VIP À L'OPÉRA AVEC LE JOURNALISTE **ÉRIC CLÉMENT** POUR DEUX PERSONNES.

GRANDE GUIGNOLÉE DES MÉDIAS

Une récolte de plus de 213 000\$

LA PRESSE

Plus de 213 000\$ ont été amassés hier à Montréal pour la 10^e Grande Guignolée des médias. À *La Presse*, 34 161\$ ont déjà été récoltés grâce à l'encan des journalistes et aux dons reçus pour les livres.

« Ça va très bien, dit Francis Reddy, porte-parole de la Guignolée. J'ai l'impression que les gens décident avec la Guignolée de voter pour quelque chose de positif, on voit que les gens y croient. »

Hier, 213 228\$, l'équivalent de 2478 sacs d'épicerie, ont été recueillis aux coins de certaines rues ainsi que dans les banques ou magasins « amis » de la Guignolée. Les dons en argent comptant n'ont pas été calculés et il faudra attendre à lundi pour savoir quelle somme a été récoltée hier.

Si les dons dépassent ceux faits en 2009, ils restent encore en deçà de ceux récoltés en 2008. « C'est important d'être là jusqu'au 24 décembre », dit Isabelle Fafard, chargée des relations médias de la Guignolée. Les Québécois ont jusqu'à cette date pour faire des dons, par téléphone, ou chez les amis de la Guignolée. La Guignolée continue à *La Presse* aussi. L'équipe des Sports fait, dès aujourd'hui et jusqu'au 13 décembre, son encan avec des lots prestigieux tels qu'une soirée avec des stars de hockey et du cinéma au restaurant ou une visite inusitée du Centre Bell.

Le hockey est aussi au cœur d'une soirée organisée au Diable Vert, le vendredi 10 décembre, où l'on pourra, pour 10\$, regarder le match opposant le Canadien aux Red Wings en compagnie de figures de proue du journalisme et du sport.

Vous voulez miser ou assister à la soirée? Rendez-vous sur www.cyberpresse.ca/encansports

EN BREF

Nombre record de médecins

Un Québécois sur quatre n'a pas de médecin de famille, mais il n'y a jamais eu autant de médecins actifs dans la province et au Canada. Et les médecins n'ont jamais été aussi bien payés, révèle un rapport de l'Institut canadien d'information sur la santé. Au Québec, le nombre de médecins actifs a doublé en 30 ans passant de 10 053 en 1979 à 20 034 en 2010. — Sara Champagne

Lisez la version intégrale de ce texte sur cyberpresse.ca

ÉCHANGEZ VOS ANCIENS BIJOUX POUR DE NOUVEAUX SOUVENIRS



En tant que l'un des plus prestigieux bijoutiers et marques de confiance en Amérique du Nord, Birks vous offre un service pour la vente sécuritaire de vos vieux bijoux.

Venez nous rencontrer pour une évaluation de la valeur des métaux précieux de vos bijoux; tests sur la composition faits sur place par nos experts pour un service hors pair et votre tranquillité d'esprit.

- FAIRVIEW POINTE-CLAIRE • 10 ET 11 DÉCEMBRE
- CARREFOUR LAVAL • 12 ET 13 DÉCEMBRE
- PROMENADE ST-BRUNO • 14 DÉCEMBRE
- CENTRE ROCKLAND • 15 DÉCEMBRE



WWW.BIRKSECHANGEDOR.COM

La tradition est de retour!

LE NOËL AMERISPA 179\$

(UNE VALEUR DE PLUS DE 300\$)
Sérénité des lieux, parfum d'ailleurs, mélodies relaxantes... Offrez-lui un moment empreint d'harmonie.
 Massage de détente aux 3 argiles
 Gommage lustrant aux fleurs aquatiques
 Soins du visage purement végétal
 Accès aux plans d'eau

FÉRIE DES SENS 229\$

(UNE VALEUR DE PLUS DE 400\$)
Vivez le bien-être d'une manière différente...
 Massage relaxant aux huiles précieuses
 Exfoliation corporelle aux 3 thés
 Soins du visage énergisant à la mandarine
 Gant de paraffine au miel et à la vitamine E
 Pause jambes toniques
 Collation gourmande
 Accès aux plans d'eau

BIEN-ÊTRE MASCULIN 139\$

(UNE VALEUR DE PLUS DE 200\$)
Du bien-être, rien que pour lui...
 Massage thérapeutique
 Soins du visage intensif pour hommes
 Accès aux plans d'eau



Offerts sous forme de chèques-cadeaux jusqu'au 24 décembre 2010.

Échangeables du 1^{er} janvier au 31 décembre 2011 dans tous les centres santé-beauté Amerispa.

Nos forfaits sont également échangeables au spa nordique.

www.amerispa.ca • 1 866-amerispa

MAINTENANT 10 CENTRES DE SANTÉ-BEAUTÉ ET UN SPA NORDIQUE AU QUÉBEC.

CHÈQUES-CADEAUX
 À VALEUR MONÉTAIRE
 Laissez le soin à la personne choyée de choisir elle-même ce qu'elle désire.



Solde Complets & Cie Harry Rosen

OBTENEZ JUSQU'À 40% DE RABAIS

sur les complets, chemises, vestons sport, pantalons habillés, chaussures, imperméables, manteaux et vêtements décontractés.

La marchandise n'est pas toute soldée. Service de retouche en sus pour les chemises habillées offertes en solde.

HARRY ROSEN

Galerie du sommeil

BRAULT & MARTINEAU

Avec vous depuis 50 ans

Grande vente

DE FIN D'ANNÉE SUR LES MATELAS*

Serta



Rabais de **150\$** Rég.: 529\$



- Matelas moelleux
- 1 po de mousse confort
- Sans rotation
- Ressorts Verticoil Première®
- 3 po de mousse de soutien ultra-ferme

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin. Garantie de 5 ans. Livraison et ramassage gratuits.

- 1 place/252 ressorts... 6,58\$/mois ou 329\$
RABAIS DE 110\$ Rég.: 439\$
- Grand lit/460 ressorts... 8,78\$/mois ou 439\$
RABAIS DE 160\$ Rég.: 599\$
- Très grand lit/575 ressorts 11,98\$/mois ou 599\$
RABAIS DE 200\$ Rég.: 799\$

758\$
/mois ou
379\$
2 places
357 ressorts



Si vous n'êtes pas satisfait, nous vous l'échangerons! Détails en magasin.

Garantie confort 90 jours d'essai

sur TOUS nos matelas
Exclusif à B & M



Les chèques-cadeaux B&M, toujours agréables et pratiques à recevoir!



CYGNE

- Matelas semi-ferme
- Plusieurs couches de mousse
- Ressorts Perfect Sleeper

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin. Garantie ferme de 10 ans. Livraison et ramassage gratuits.

- 1 place/312 ressorts... 7,98\$/mois ou 399\$
RABAIS DE 130\$ Rég.: 529\$
- Grand lit/532 ressorts... 10,78\$/mois ou 539\$
RABAIS DE 160\$ Rég.: 699\$
- Très grand lit/672 ressorts 14,98\$/mois ou 749\$
RABAIS DE 230\$ Rég.: 979\$

898\$
/mois ou
449\$
Rabais de **180\$**
Rég.: 629\$

2 places / 442 ressorts



BERNACHE

- Matelas ultra-ferme
- Sans rotation • Contour de mousse
- Ressorts ensachés • Tissu antibactérien
- Surpiquage de laine et soie

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin. Garantie de 10 ans. Livraison et ramassage gratuits.

- 1 place/540 ressorts... 12,98\$/mois ou 649\$
RABAIS DE 210\$ Rég.: 859\$
- Grand lit/1024 ressorts... 14,98\$/mois ou 749\$
RABAIS DE 280\$ Rég.: 1029\$
- Très grand lit/1280 ressorts. 19,98\$/mois ou 999\$
RABAIS DE 300\$ Rég.: 1299\$

1398\$
/mois ou
699\$
Rabais de **260\$**
Rég.: 959\$

2 places / 840 ressorts



CHARDONNERET

- Matelas moelleux
- Dessus à coussinet • Sans rotation
- Ressorts continus • Contour renforcé
- Aussi offert en matelas ferme

Sommier aussi offert. Voir prix en magasin. Garantie ferme de 10 ans. Livraison et ramassage gratuits.

- 1 place/420 ressorts... 12,78\$/mois ou 639\$
RABAIS DE 140\$ Rég.: 779\$
- Grand lit/704 ressorts... 15,98\$/mois ou 799\$
RABAIS DE 170\$ Rég.: 969\$
- Très grand lit/896 ressorts 21,38\$/mois ou 1069\$
RABAIS DE 230\$ Rég.: 1299\$

1498\$
/mois ou
749\$
Rabais de **170\$**
Rég.: 919\$

2 places / 600 ressorts

Payez en **50 versements sans intérêt*** sur les matelas jusqu'en février 2015

50 Offre en vigueur du jeudi 2 décembre au dimanche 5 décembre 2010. Quantités limitées sur certains articles. Valable pour les produits en inventaire seulement. Non valable aux Brault & Martineau Liquidation. Cette offre ne peut être jumelée à aucune autre promotion. Détails en magasin. * Marques et modèles sélectionnés. Détails en magasin.

*Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt »: achat minimum requis de 799\$ avant taxes pour les matelas sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum dû de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum dû est effectué avant la date d'échéance apparaissant sur l'état de compte mensuel. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5% annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours:

Si votre solde quotidien moyen est de:	100\$	500\$	1000\$
Les frais d'intérêts pour une période de 30 jours seront de:	1,60\$	8,01\$	16,03\$

braultetmartineau.com

Livraison gratuite** 7 jours sur 7

**Dans un rayon de 200 km. Détails en magasin.



HEURES D'OUVERTURE:
Lundi au vendredi 9h à 21h
Samedi 9h à 17h
Dimanche 10h à 17h

BROSSARD Tél.: 450 619-6777 • 9500, boul. Taschereau (coin boul. Rivard)
GATINEAU Tél.: 819 561-5007 • 1 877 755-2555 • 500, boul. de la Gappe (face aux Prom. de l'Outaouais)
KIRKLAND Tél.: 514 697-9228 • 16 975, route Transcanadienne (sortie 50 de la Transcanadienne)
LASALLE Tél.: 514 364-6110 • 7272, boul. Newman (près du Carrefour Angrignon)
LAVAL Tél.: 450 682-2516 • 500, boul. Le Corbusier (coin boul. de la Concorde)

REPENTIGNY Tél.: 450 470-0815 • 145, rue de Lafayette (près du boul. Brien)
SHERBROOKE Tél.: 819 562-4242 • 1 800 267-4240 • 3950, boul. Josaphat-Rancourt (Plateau St-Joseph)
SAINT-HUBERT Tél.: 450 676-1911 • 1351, boul. des Promenades (près des Prom. St-Bruno)
SAINT-LÉONARD Tél.: 514 254-9455 • 6700, rue Jean-Talon Est (près des Galeries d'Anjou)
SAINTE-THÉRÈSE Tél.: 450 430-0555 • 125, boul. Desjardins Est (coin boul. Curé-Labelle)



HEURES D'OUVERTURE: Lundi au mercredi 9h à 18h • Jeudi et vendredi 9h à 21h • Samedi 9h à 17h • Dimanche 10h à 17h

GRANBY Tél.: 450 372-5656 • 50, rue Simonds Nord
MASCOUCHE Tél.: 450 474-8531 • 210, Montée Masson
ST-HYACINTHE Tél.: 450 774-6116 • 3300, avenue Cusson

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU Tél.: 450 349-1609 • 575, rue Pierre-Caisse
ST-JÉRÔME Tél.: 450 431-9338 • 21, rue Gauthier
VAUDREUIL-DORION Tél.: 450 424-2651 • 585, avenue St-Charles



ACTUALITÉS

La Clique de Limoilou



**PATRICK
LAGACÉ**
CHRONIQUE

Je viens d'écouter une montée de lait de Denis Gravel à CHOI, radio de Québec. Dix minutes de lieux communs sur les artisses, sur le développement économique, sur le Québec, sur l'environnement. Sur la vie.

Les gens de ta tribu, Denis — je parle de la droite-gros-bon-sens —, croient que le Québec est noyauté par une clique (du Plateau) qui pollue la populace en répandant une « pensée unique » gauchisante. Soit.

par des artistes québécois qui demandent, à grands coups de « wo! », un moratoire sur l'exploitation du gaz de schiste. Tous les clichés de la drédrette y étaient.

Les artistes? Des BS de luxe « qui pensent qu'y sont meilleurs que nous autres ».

Les médias? Ils ont diffusé la vidéo parce que « le message leur plaît grandement ».

Les Québécois? En s'opposant au gaz de schiste, ils continuent à être des « maudits quéteux ».

(mais surtout du charbon), qui a versé « une grosse partie des fonds » (5 millions de dollars par année, deal de 20 ans, en fait) du nouvel amphithéâtre des Penguins, à Pittsburgh.

C'est à peu près le tiers du coût de la construction. Le reste, Denis, vient des revenus d'un casino local. L'État de la Pennsylvanie a forcé un casino privé à verser 7,5 millions de dollars pendant 30 ans pour la construction de l'aréna des Penguins.

C'est 225 millions qui iront à une industrie richissime et qui n'iront pas aux routes, aux hôpitaux, aux flics, aux écoles de la Pennsylvanie. Si ce n'est pas du BS de luxe, ça...

Si, si: du BS de luxe. C'est l'opinion de l'Institut Fraser, pour qui subventionner le sport professionnel est la pire forme de corporate welfare (voir

Revenons aux artistes et au gaz de schiste. J'ai vu la vidéo de Dominic Champagne. Trop mélodramatique à mon goût, entre toi et moi. Mais sur le fond, où est le problème?

Penses-tu que, si on réfléchit deux ou trois ans, le gaz de schiste va s'évader de notre sous-sol?

Je ne suis pas contre l'exploitation du gaz de schiste. Je suis contre trois choses.

Un, qu'on bousille la qualité de vie des gens en installant cavalièrement des stations de pompage près de leurs maisons.

Deux, qu'on cède cette ressource pour des pinottes.

Trois, qu'on pollue.

Parce que pour l'instant, des mines au gaz de schiste, on ne peut pas dire que le Québec est très exigeant avec les sociétés qui exploitent nos ressources.

Je sais, je sais: tu dois croire que forcer les sociétés énergétiques à payer un juste prix pour NOS ressources, c'est du socialisme. Ah, l'obsession du socialisme de ta tribu...

Danny Williams, ex-premier ministre de Terre-Neuve, est-il socialiste? Il a forcé les multinationales à payer des redevances décentes à sa province pour exploiter SON

pétrole. Depuis, les Terre-Neuviens sont pas mal moins quéteux.

Mais revenons aux artistes. Tu dis que leur vidéo « fait peur au monde », qu'elle va porter un « dur coup » aux projets d'exploitation du gaz de schiste parce que les Québécois vont céder à ce discours basé sur la peur.

C'est drôle, *Le Devoir* a fait un sondage sur l'exploitation du gaz. Résultat: 20% des Québécois se disent favorables à l'exploitation du gaz de schiste. Date du sondage: 28 septembre. Deux mois avant la sortie de la vidéo!

Bon, me semble que j'oublie quelque chose, là...

Ah, oui. Ce mépris des artistes: c'est un thème qui revient souvent, dans le discours de la Clique de Limoilou. Je ris quand je l'entends dire, l'air grave, en parlant des Roy Dupuis, Anne Dorval et Fred Pellerin: « Y pensent qu'y sont meilleurs que nous autres... »

Sais-tu pourquoi je ris? Parce que quelqu'un qui croit ça, Denis, devrait écouter un peu moins de radio et parler un peu plus à un psy. Ça s'appelle un complexe d'infériorité.



Pour joindre
notre chroniqueur:
plagace@lapresse.ca

À quand une montée de lait à CHOI sur les BS de luxe qui vont se faire financer un Colisée avec l'argent des taxes?

C'est donc drôle de te voir, justement, sombrer dans la « pensée unique » de droite!

Je viens de t'écouter discourir pendant 10 minutes au sujet de cette vidéo tournée

Bref, tous les clichés de la droite populiste...

Tout frétilant, tu nous parles de Consol Energy, grande firme énergétique américaine, qui exploite du gaz de schiste

la chronique de Claude Picher (mardi). À quand une montée de lait à CHOI sur les BS de luxe qui vont se faire financer un Colisée avec l'argent des taxes, dis-moi?

DROITS DE SCOLARITÉ UNIVERSITAIRES

Les recteurs réclament une forte hausse



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, ARCHIVES LA PRESSE

Si le scénario envisagé par les recteurs était accepté, il en coûterait 504\$ de plus par année, et ce pendant trois ans, pour étudier à l'Université de Montréal et dans les autres universités québécoises.

LOUISE LEDUC

Les droits de scolarité dans les universités doivent être haussés de 504\$ par année pendant trois ans à partir de 2012-2013 afin qu'ils retrouvent la valeur réelle de 1968-1969. Et au-delà de 2015, il faut déjà envisager d'autres hausses ou alors d'autres sources de financement pour les universités, placent les recteurs dans un avis rendu public aujourd'hui.

Ce scénario ferait passer les droits de scolarité de 2168\$ en 2011-2012 à 3680\$ en 2014-2015.

Selon les calculs de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), les universités du reste du Canada peuvent compter annuellement sur 620 millions de plus que nos institutions pour accomplir la même mission.

« Ce sous-financement, qui perdure depuis de très nombreuses années, met en péril la qualité de la formation (...)

ainsi que la productivité et la compétitivité de la société québécoise », affirme Denis Brière, recteur de l'Université Laval et président du conseil d'administration de la CREPUQ.

Lundi, à la rencontre portant sur les universités organisée par le ministère de l'Éducation, la CREPUQ recommandera aussi que le quart de la hausse annuelle de 504\$ des droits de scolarité soit consacré à l'aide financière aux étudiants.

Comme l'a suggéré en février le comité présidé par Lucien Bouchard, les recteurs recommandent aussi que les étudiants inscrits aux programmes les plus chers et qui promettent les meilleurs revenus paient des droits de scolarité plus élevés que ceux des autres départements.

Les recteurs, dans leur avis, insistent largement sur l'importance de hausser les droits de scolarité et le financement gouvernemental pour maintenir à flot des universités encore de qualité, mais très proches du point de rupture.

En revanche, les recteurs n'évoquent aucune amélioration qu'ils pourraient eux-mêmes apporter à leur gestion, pas plus qu'ils ne reviennent sur ce qui a pu contribuer aussi à envenimer la situation, comme la dérive immobilière à l'UQAM.

En entrevue, hier matin, Daniel Zizian, président-directeur général de la CREPUQ, a dit que les dérives immobilières avaient été l'exception. « Les universités ont été ces dernières années un des plus importants promoteurs immobiliers au Québec, quand on regarde tous les édifices construits », a-t-il ajouté.

Est-ce donc de béton qu'ont besoin les universités? M. Zizian répond que, en mètres carrés par étudiant, les universités québécoises ne sont certainement pas particulièrement gâtées.

Ni l'avis de la CREPUQ ni M. Zizian ne remettent non plus en question les dédoublements de campus, comme le pavillon que l'Université de Sherbrooke a construit à Longueuil, ou les facultés que l'Université du Québec à Trois-Rivières a ouvertes à Québec, pour ne nommer que ces cas.

L'avis de la CREPUQ ne fait pas mention non plus de ce qu'obtiendront les étudiants en contrepartie de la hausse des droits de scolarité. En auront-ils plus pour leur argent? Auront-ils droit à des classes moins surchargées? À des professeurs plus nombreux?

M. Zizian assure que, si la question n'a pas été abordée dans l'avis, elle le sera largement lundi, à la rencontre avec Line Beauchamp, ministre de l'Éducation. L'intention, dit-il, est « d'améliorer l'expérience étudiante » tout en donnant de l'air à des universités fragilisées.

Cameo
Fabriqué à Montréal depuis 1960

NOUS SOMMES UN MANUFACTURIER QUÉBÉCOIS DE CANAPÉS ET DE CANAPÉS-LITS FABRIQUÉS SUR MESURE À NOTRE USINE DE MONTRÉAL DEPUIS 50 ANS. NOUS OFFRONS UN VASTE CHOIX DE STYLES ET DE TISSUS CONVenant À TOUS LES DÉCORS ET BUDGETS. NOS PRODUITS SONT DE GRANDE QUALITÉ, NOS PRIX AVANTAGEUX ET NOTRE SERVICE IMPECCABLE.

24 MOIS
SANS INTÉRÊT
FINANCEMENT DISPONIBLE
10 à 20%
de rabais
sur le prix de certains modèles de plancher.

NOS SALLES D'EXPOSITION
7905, autoroute Transcanadienne, Saint-Laurent, 514 337-2933
1150, rue Union, Montréal 514 861-0537
WWW.CAMEO-SOFA.COM

BOGS®
LAVAL-MONTRÉAL
Blondo
La CANADIENNE
PIKOLINOS
rieker
MEPHISTO
ara
NAOT
Sioux
Finn Comfort

BOUTIQUEPRESTIGE
CHAUSSURES D'ICI ET D'EUROPE

• Vaste sélection pour les mollets forts
• Grand choix pour les orthèses

OLANG
Bottes d'hiver à crampons rétractables Testées jusqu'à -30°C Technologie italienne

434, avenue Victoria, Saint-Lambert (Stationnement) 450 465-5671
294, chemin Knowlton, Knowlton 450 242-1400

CHARLES CARSON
Maître canadien en art contemporain

EXPOSITION
28 NOVEMBRE AU 12 DÉCEMBRE 2010

Une oeuvre signée Carson,
un cadeau pour la vie.

Galerie d'art Richelieu

Artistes du Québec et d'ailleurs
7903, rue Saint-Denis, Montréal
(514) 381-2247 crichelieu@bellnet.ca
Du mardi au dimanche, de 10 h à 17 h
Stationnement • Métro Jarry
www.galerierichelieu.com

« Les îles turquoises »

Plaidoiries sur la peine du trafiquant de drogue Chénier Dupuy

Les règles de survie du parfait gangster

CAROLINE TOUZIN

Le chef des Bo-Gars, Chénier Dupuy, avait épinglé dans son appartement les règles de survie du parfait gangster. Pour survivre, il faut connaître ses ennemis. L'homme de 34 ans en avait beaucoup, si l'on se fie à cette liste.

Aux côtés du mot « guerre », on peut lire: « sdiq, Cz, KB, Bigwill, Rat, spaguetti (sic) ». D'après un expert en gangs de rue du Service de police de la Ville de Montréal, le chef du gang des Bo-Gars, qui sévit depuis près de 20 ans à Montréal-Nord, était en conflit avec plusieurs organisations criminelles: les Syndicates (sdiq), les gangs d'allégeance bleue des Crips (Cz) et des Krazz Breez (KB), les motards (Bigwill) et la mafia (« spaguetti ») comptaient parmi ses ennemis.

C'est ce qu'ont permis d'apprendre les plaidoiries sur la peine du trafiquant de drogue, hier, au palais de justice de Montréal. Au terme d'un procès, le 16 avril dernier, Dupuy a été reconnu coupable sous quatre chefs de possession de stupéfiants en vue d'en faire le trafic. Le gangster au lourd passé criminel a donc échoué à respecter au moins l'une de ses règles: « No jail (prison) fini ».

Six mois de prison

Dupuy, alias Big, a vraisemblablement écrit ses règles de survie à sa sortie de prison, en septembre 2008,

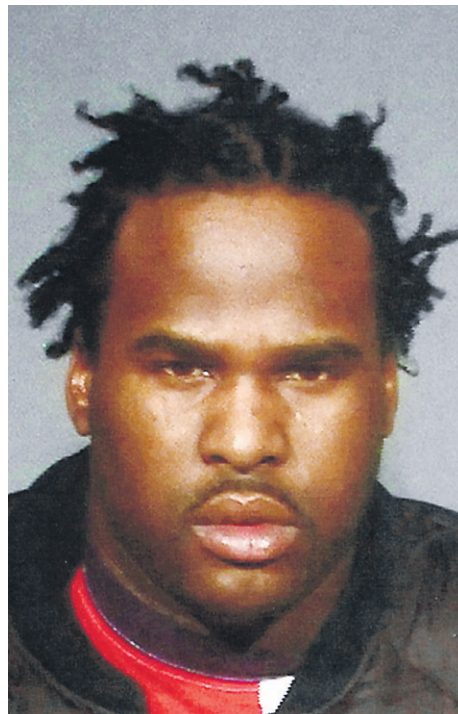
stupéfiants à Montréal-Nord et à Rivière-des-Prairies, selon la police.

Le SPVM l'a finalement arrêté un mois plus tard, en octobre 2008, à bord d'une Lexus dont le coffre contenait 2,3 kg de marijuana. Une perquisition menée à Laval dans l'appartement qu'il partageait avec sa copine du moment, Stéphanie Castrilli, a permis de saisir une importante quantité de marijuana, de cocaïne et de crack, ainsi que la fameuse liste des « dix règle (sic) de survi (sic) », qui en contenait... onze.

On y apprend que tout bon gangster doit payer ses impôts et ses contraventions. Il doit bien choisir son équipe (« select le team ») et donner 10 % de ses revenus au propriétaire du bar qui lui permet d'écouler sa drogue ou de faire travailler ses danseuses. Sans oublier 25 % au « rat » – le représentant de l'organisation criminelle ou l'organisation en soi qui contrôle le bar, toujours selon l'expert en gangs de rue du SPVM, Jean-Claude Gauthier.

Emmener sa « pitoune » en vacances

Il faut aussi prendre des vacances avec sa « pitoune » et « régler l'ordre dans le désordre », selon le gangster. Il prévoyait aussi une certaine « expansion » à Montréal et en Ontario, a expliqué le sergent-détective Gauthier. Dans le box des accusés, le chef des Bo-Gars



Aux yeux de la police, Chénier Dupuy est le chef d'une organisation criminelle (les Bo-Gars) qui, depuis le début des années 90, commet des meurtres et se livre au proxénétisme ainsi qu'au trafic de stupéfiants.

Il dit être victime de l'acharnement des policiers. Il tutoyait le procureur de la Couronne et s'est même adressé au juge Jean-Pierre Boyer en lui disant « yo, man ». Le juge, visiblement irrité, l'a rappelé

AFFICHER SON APPARTENANCE AU GANG DANS LES DICTÉES

Les gangs de rue font beaucoup de ravage auprès de la jeunesse montréalaise, selon un expert de la police de Montréal. Des adolescents qui s'identifient aux Bloods ou aux Crips vont même jusqu'à marquer leur appartenance dans leurs dictées, à l'école. Ils raturent les B ou les C, selon le gang, explique le sergent-détective Jean-Claude Gauthier. Ils portent aussi des vêtements aux couleurs de leur gang. Les Rouges (ou Bloods) portent notamment des chaussures griffées du nom de l'ex-joueur de basketball Michael Jordan. « J'ai connu des jeunes qui se sont fait tuer à Montréal parce qu'ils portaient ces chaussures en territoire ennemi », a dit M. Gauthier.

– Caroline Touzin

de « relations » des Bo-Gars. Parmi eux, il y a le chanteur hip-hop King, dont le véritable nom est Fritzgerald Michel.

« On était tous dans la même classe à l'école Henri-Bourassa », a expliqué celui qui a grandi à Montréal-Nord. « Ce n'est pas mon rôle de dire qui est membre de gang », a-t-il poursuivi.

Dupuy se décrit comme un homme d'affaires qui a investi dans un salon de coiffure et une maison de disques.

Aux yeux de la police, il est plutôt le chef d'une organisation criminelle qui, depuis le début des années 90, commet des meurtres et se livre au proxénétisme ainsi qu'au trafic de stupéfiants.

La Couronne, représentée par M^e David Simon, réclame huit ans d'emprisonnement, auxquels il faut soustraire un peu plus de quatre ans (deux ans en détention préventive, qui comptent double). L'avocat de Chénier Dupuy, M^e Serge Lamontagne, plaidera pour sa part le 17 décembre.

Dupuy, qui porte en tatouage l'inscription « Only stronger survive », a nié fermement être membre d'un gang de rue. Il dit être victime de l'acharnement des policiers. Il tutoyait le procureur de la Couronne et s'est même adressé au juge Jean-Pierre Boyer en lui disant « yo, man ». Le juge, visiblement irrité, l'a rappelé à l'ordre: « Arrêtez d'agir en victime et de minimiser vos crimes. Agissez en homme! »

après avoir purgé une peine de six mois pour une histoire de possession d'arme à feu. Trois jours plus tard, il a échappé à une tentative de meurtre au bar de danseuses Solid Gold. Dupuy s'était récemment associé à quatre autres criminels d'origine haïtienne pour contrôler le trafic de

a semblé désapprouver cette analyse. Toutefois, lorsque le temps est venu de témoigner, il n'a pas parlé de cette liste.

Dupuy, qui porte en tatouage l'inscription « Only stronger survive », a nié fermement être membre d'un gang de rue.

à l'ordre: « Arrêtez d'agir en victime et de minimiser vos crimes. Agissez en homme! »

De nombreuses relations

Dans un document du SPVM, on apprend que Dupuy a des liens avec une cinquantaine de membres et

Aujourd'hui seulement, obtenez

50% de rabais

sur les droits de jeu du parcours
de golf TPC Las Vegas du
PGA Tour en payant avec
votre MasterCard^{MD}

Procurez-vous le code promo à mastercard.ca.
Nouvelles offres chaque semaine.







ÉPARGNEZ PLUS  **DONNEZ PLUS**

ACTUALITÉS

PORNOGRAPHIE JUVÉNILE

L'ex-grand frère Camil Girard plaide coupable

CHRISTIANE DESJARDINS

Dans la quantité phénoménale de pornographie juvénile trouvée chez le pédophile Camil Girard après son arrestation, en 2009, se trouvaient des scénarios de son cru, écrits dans des cahiers, qu'il avait regroupés sous l'appellation *La bulle Jacard*.

C'est ce qui a été établi, hier, devant la juge Louise Bourdeau, alors que les avocats résumaient les faits. Au cours de cette audience, l'homme de

52 ans a plaidé coupable aux cinq accusations portées contre lui, dont production (en images seulement), possession et distribution de pornographie juvénile. En tout, on a trouvé chez Girard 3 millions d'images, dont 2 millions ont été analysées jusqu'à maintenant. Parmi ces images, 651 000 montrent des adolescents, des enfants et des bébés dans des positions sexuelles ou soumis à des actes sexuels. Certaines montrent des actes de bestialité. En outre, 6200 vidéos de

la même facture se trouvaient chez ce résidant de la rue Sainte-Catherine, à Montréal.

L'homme a de toute évidence accumulé ce matériel depuis sa libération, en 2005.

10 ans de prison

Girard, fondateur déchu de l'Association des grands frères du Saguenay, avait été condamné à 10 ans de prison en 1996, au Saguenay, pour des agressions commises sur 5 jeunes garçons âgés de 8 à 13 ans. En 2002, il a pu sortir de

prison pour aller en maison de transition. En 2005, il a obtenu sa liberté totale.

Au moment de son arrestation, en décembre 2009, il demeurait dans un édifice de la rue Sainte-Catherine Est, où il agissait à titre de concierge. Il a été dénoncé par une équipe de télévision française qui avait réussi à entrer en contact avec lui dans le cadre d'un reportage d'enquête sur les cyberpédophiles pour l'émission *Les Infiltrés*. Ne se doutant de rien, Girard leur a ouvert sa porte et a parlé

librement de ses perversions. Il ignorait à qui il avait affaire et ne se doutait pas qu'il était filmé par une caméra cachée.

Hier, la procureure de la Couronne Amélie Rivard a demandé que l'accusé soit évalué à l'Institut Philippe-Pinel, car elle entend présenter une requête pour qu'il soit déclaré délinquant dangereux ou à contrôler. M^e Charles Benmouyal, qui représente M. Girard, s'opposera sans doute à cette demande. L'audience a été fixée au 2 février.

Accusation de diffamation contre Sylvain Lafrance

Un procès digne de Kafka, estime l'avocat de PKP

CHRISTIANE DESJARDINS

M^e James Woods, l'avocat qui représente Pierre Karl Péladeau dans le procès en diffamation qu'il a intenté contre Sylvain Lafrance, a l'impression d'avoir vécu un procès à la Kafka avec le juge Claude Larouche.

«On est dans un procès en diffamation... Il accuse mon client d'intimidation et m'accuse de harcèlement... C'est du jamais vu dans l'administration de la justice. C'est digne de Kafka, ce n'est pas digne de la Cour supérieure», a fait valoir M^e Woods, hier, alors qu'il plaïdait en Cour d'appel pour obtenir la permission d'interjeter appel du refus du juge Larouche de se récuser. Lundi dernier, ce dernier n'a pas voulu se récuser comme le demandait M^e Woods, après des incidents survenus au cours de ce procès qui durait depuis une douzaine de jours.

L'avocat principal de M. Péladeau reproche au juge Larouche d'avoir un parti pris contre son client et d'être hostile à ses avocats, dont

lui-même. Pour étoffer sa demande, M^e Woods a mis en relief une série de déclarations du juge au cours du procès. Ses principaux arguments tiennent cependant au fait que le juge a lui-même introduit de la preuve au procès en exhibant deux magazines, *L'actualité* et *La Semaine*. Le juge se demandait si M. Péladeau avait mis

funérailles, mais que le procès se poursuivait avec son assistant, M^e Richard Vachon.

Après cette décision, M^e Woods et ses confrères, dont l'avocate de Radio-Canada, sont allés voir le juge dans le corridor pour tenter de le faire changer d'idée. Il a refusé. Le lendemain, après avoir pris connaissance de la demande

adressés concernent des propos qui se voulaient humoristiques. Selon elle, ils ont peut-être parfois été maladroitement, mais ils étaient anodins et ne relevaient certainement pas du parti pris. «Il a été dur pour moi aussi; il m'a dit de m'asseoir et de me taire», a-t-elle dit.

«Ça ne me rassure pas», a dit le juge Michel Robert sur

des témoins du requérant et un de ses avocats ont ri à certaines remarques du juge. «Moi, je ne riais pas», a tenu à préciser M^e Woods.

Quoi qu'il en soit, le juge Robert a semblé pour le moins préoccupé par l'attitude du juge Larouche. «C'est le cumul qui m'inquiète. L'humour est toujours difficile pour un juge, c'est un art plein de risques. On a tous des états d'âme. Une des formations de juge qu'on reçoit, c'est de les conserver pour soi. Il faut s'entraîner à la discrétion. La sérénité, généralement, amène à la qualité de la justice.»

Le juge Robert a mis l'affaire en délibéré et rendra sa décision cet après-midi.

Rappelons que le grand patron de l'empire Quebecor réclame 700 000 \$ à M. Lafrance pour des déclarations qu'il a faites quand M. Péladeau a annoncé qu'il suspendait les paiements de Vidéotron au Fonds canadien de télévision, en janvier 2007. «Ce gars-là se promène comme un youyou...» avait dit M. Lafrance.

«C'est le cumul qui m'inquiète. L'humour est toujours difficile pour un juge, c'est un art plein de risques. On a tous des états d'âme. Une des formations de juge qu'on reçoit, c'est de les conserver pour soi. Il faut s'entraîner à la discrétion. La sérénité, généralement, amène à la qualité de la justice.» — Le juge Michel Robert

au point une sorte de stratégie pour redorer son blason et intimider le juge.

Mais la goutte qui a fait déborder le vase, pour M^e Woods, c'est quand le juge a refusé, le 25 novembre, de retarder le procès d'une journée pour lui permettre de se rendre aux funérailles de sa sœur, en Ontario. Le juge a décrété que M^e Woods pouvait aller aux

funérailles, mais que le procès s'était quasiment fait harceler par les avocats, la veille.

De l'humour

De son côté, M^e Julie Chenette, avocate de M. Lafrance et de Radio-Canada, est d'avis que le juge Larouche est apte à poursuivre le procès. Elle soutient que la majorité des reproches qui lui sont

adressés concernent des propos qui se voulaient humoristiques. Selon elle, ils ont peut-être parfois été maladroitement, mais ils étaient anodins et ne relevaient certainement pas du parti pris.

M^e Chenette a fait valoir qu'il ne fallait pas être trop susceptible dans un procès comme celui-là et a signalé qu'on en mettait beaucoup sur le dos du juge dans la requête. «Son humour se retourne contre lui.» Elle a signalé que même

promotion

LES LENDEMAINS DE LA VEILLE

C'était trop bon. Je n'ai pas écouté ma conscience. Ce n'est pas tellement l'alcool, mais tous ces plats magnifiques, sauces, gras, sucrés en surabondance. J'ai le ventre lourd, je me sens tout ballonné. On dirait que la machinerie interne est embourbée. Oui, j'ai trop mangé, oui, c'est ma faute, mais maintenant que le péché mignon est consommé, que dois-je faire pour retrouver la forme?

Le système ne fournit plus. J'ai besoin de bile pour assimiler tout cela et mon organisme n'en produit pas assez. Qu'est-ce qui peut bien venir en aide à ma vésicule biliaire débordée de travail?

Il vous faut un agent cholérétique comme Foratol comprimés: *utilisé traditionnellement pour augmenter la production de la bile.

Ou agent cholérétique comme Foratol tisane: *qui favorise la sécrétion biliaire et qui est utilisé traditionnellement pour favoriser la digestion, soigner la digestion difficile et la stimuler.

Ou un agent cholagogue comme Acti-Bile: *Cholagogue, lipotrope. Il favorise l'évacuation de la bile et facilite la digestion des substances grasses.

Les comprimés Foratol, la tisane Foratol et Acti-Bile aident à remettre facilement votre organisme sur les rails.

Mais, avant tout, comme disait votre conscience, vos repas ne doivent jamais être trop copieux. C'est là la cause de bien des maux. Mangez léger, mangez moins, vous vous en porterez mieux. Et les lendemains seront lumineux.

Achetez 2 formats de 48 comprimés de Foratol pour le prix d'un seul. En vigueur du samedi 4 au 7 décembre 2010. Jusqu'à épuisement de l'inventaire.

Foratol (comprimés): titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales comme produit de santé naturel: NPN 00724181. ACTI-BILE: titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales comme produit de santé naturel: NPN 00810398. Foratol (tisane): titulaire d'une nouvelle licence et reconnu par les autorités gouvernementales comme produit de santé naturel: NPN 01948210.

* Ces allégations font partie intégrante de la licence. En vente partout, mais pas n'importe où!



WATERMAN
PARIS

DEPUIS 1969
Stylo.ca

Carrefour Laval, Laval - Place Laurier, Québec
Niveau métro - Simons, centre-ville Montréal
514 284-1295

www.stylo.ca

SOLDE
FIN DE SAISON

RÉDUCTION JUSQU'À
60%
SUR TOUTES
NOS COLLECTIONS
JUSQU'AU 15 JANVIER 2011

RIVE GAUCHE
Prêt-à-porter

253A, Curé-Labelle, Rosemère - 450.971.2525
Centre commercial Aux 4 Coins (voisin de Jean-Coutu)

Lun. mar. mer. 10 h à 18 h
Jeu. 10 h à 20 h
Ven. 10 h à 18 h
Sam. 10 h à 17 h
Dim. FERMÉ

Le Fonds FTQ boude Quebecor

MARC ST-HILAIRE
LE QUOTIDIEN

Le Fonds de solidarité de la FTQ n'investira dans aucun projet impliquant le groupe Quebecor, tant que le conflit au *Journal de Montréal* ne sera pas réglé.

Questionné quant à une possible participation du Fonds dans la construction d'un nouvel amphithéâtre à Québec, Michel Arseneault, président de la FTQ, est catégorique: «Nous n'aurons pas d'association directe ou indirecte avec des gens qui gardent indûment leurs employés en lock-out. Nous investissons avec des employeurs qui agissent comme de bons citoyens corporatifs.»

En vertu des règles de la Ligue nationale de hockey, la FTQ ne pourrait être actionnaire dans un club puisqu'elle détient déjà une participation dans le Canadien de Montréal.

Néanmoins, rien n'empêcherait la centrale syndicale de contribuer au montage financier d'un amphithéâtre dans la Vieille Capitale. Le lien étroit entre les deux entités constituerait toutefois une embûche insurmontable, si le groupe dirigé par Pierre Karl Péladeau devenait propriétaire d'une équipe de la LNH, principal locataire de l'édifice.

BOUTIQUE COURIR

C'est aussi du Ski de fond depuis 30 ans!

Vêtements
Équipements
Sorties de ski de fond et de raquette

Calendrier au www.boutiquecourir.com

Une boutique sur la Rive-Sud :
1085, chemin Chambly, LONGUEUIL • 450 674-4436

Une boutique sur le Plateau-Mont-Royal :
4452, rue Saint-Denis, MONTRÉAL • 514 499-9600

Photo: Pierre Duminigan



PHOTO THIBAUT CAMUS, AP

Le chef de l'opposition Alassane Ouattara a été déclaré vainqueur de la présidentielle, résultat aussitôt rejeté par le Conseil constitutionnel.

CÔTE D'IVOIRE

Nouveau président, nouvelles violences

D'APRÈS AFP

NEW YORK — Le Conseil de sécurité de l'ONU a menacé hier de «prendre les mesures appropriées» contre ceux qui entravent le processus électoral, après l'annonce des résultats de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, qui a vu la victoire d'Alassane Ouattara.

«Les membres du Conseil de sécurité ont réaffirmé leur volonté de prendre les mesures appropriées contre ceux qui entravent le processus électoral et en particulier le travail de la Commission électorale indépendante (CEI)», a souligné Susan Rice, ambassadrice des États-Unis aux Nations unies et présidente en exercice du Conseil de sécurité pour le mois de décembre.

Huit personnes ont été tuées à Abidjan dans la nuit de mercredi à hier dans un local du parti d'Alassane Ouattara. M. Ouattara a remporté le second tour de la présidentielle du 28 novembre avec plus de 54% des voix contre le chef de l'État Laurent Gbagbo, selon une annonce-surprise hier de la commission électorale, aussitôt rejetée

par le Conseil constitutionnel. Les membres du Conseil de sécurité «ont exprimé leur détermination à continuer à suivre de près la situation en Côte d'Ivoire, en particulier les conditions de sécurité sur le terrain et les efforts pour mener à bien le processus électoral», a ajouté M^{me} Rice.

«Les membres du Conseil de sécurité ont rappelé aux dirigeants qu'ils portent la responsabilité première d'assurer un processus pacifique et leur ont demandé de faire preuve de retenue et de s'abstenir de toute ingérence dans les travaux» de la CEI, a-t-elle ajouté devant la presse.

Ils «ont salué l'annonce des résultats provisoires du deuxième tour de l'élection présidentielle» qui «est une étape cruciale pour assurer la validité et l'intégrité du processus électoral», a observé M^{me} Rice.

Les membres du Conseil de sécurité ont encore estimé que le second tour de la présidentielle ivoirienne «s'était tenu dans un climat démocratique», qualifiant les élections d'«ouvertes, libres, justes et transparentes».

ON T'ATTEND
DÈS 11 H!

LE SALON DES « OÙ EST-CE QUE T'AS PRIS ÇA ? »

SALON DES MÉTIERS D'ART DU QUÉBEC

DU 3 AU 22 DÉCEMBRE

Place Bonaventure | Entrée gratuite
salondesmetiersdart.com

CONCOURS CADEAUX SIGNÉS

Remplissez ce bulletin de participation, déposez-le dans la boîte prévue à cette fin à l'entrée du Salon des métiers d'art. Vous pourriez gagner l'une des nombreuses créations signées, offertes par les artisans tous les jours.

VEUILLEZ ÉCRIRE EN MAJUSCULE

NOM : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____ PROVINCE : _____

CODE POSTAL : _____ TÉLÉPHONE : (_____) _____

COURRIEL : _____

POUR PARTICIPER, VOUS DEVEZ RÉPONDRE À CETTE QUESTION :
Nommez un des artisans du Salon des métiers d'art ? _____

Le règlement du concours est disponible aux bureaux de La Presse et du Salon des métiers d'art du Québec à Montréal, ainsi que sur les sites Internet cybepresse.ca et salondesmetiersdart.com. Valeur totale des prix : 3 700 \$ Les fac-similés ne sont pas acceptés à l'exception du bulletin de participation imprimé à partir de la version électronique de La Presse (lapressemonord.ca) et du bulletin de participation disponible au cybepresse.ca.

GLUCOSAMINE HAUTEMENT ASSIMILABLE EN AMPOULES

UNE DOSE SUPRANUTRITIONNELLE DE GLUCOSAMINE, UN SUPPLÉMENT ALIMENTAIRE D'ASSIMILATION RAPIDE.

UNE VÉRITABLE MINE DE GLUCOSAMINE ET SANS SODIUM AJOUTÉ, BIEN SÛR.

GLUCOSAMINE EN AMPOULES DE Flex-O-Flex SE RÉVÈLE FORT, SE RÉVÈLE RAPIDE, SE RÉVÈLE LÀ OÙ ÇA FAIT MAL.



Flex-O-Flex™ Gluco: Titulaire d'une nouvelle licence pour les produits de santé naturels NPN 80000916

EN VIGUEUR
DU SAMEDI 4 AU MARDI
7 DÉCEMBRE 2010

DEUX BOÎTES POUR LE PRIX D'UNE SEULE*

Disponible aux endroits suivants : * Jusqu'à épuisement de l'inventaire

<p>Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1278, rue Jean-Talon est Montréal 514 279-3709 www.johanneverdon.com</p> <p>Espace Santé Beauté Johanne Verdon 2750, chemin Ste-Foy (Plaza Laval) Bureau 109, Ste-Foy 418 656-1266</p> <p>Boutique Luc Mathieu 5455, boul. des Forges Trois-Rivières 819 378-7777</p> <p>Boutique Luc Mathieu 104, route du Président-Kennedy Lévis 418 833-5933</p> <p>Commandes postales pour les boutiques Luc Mathieu ligne sans frais: 1 877 511-3368 www.boutiquesantelucmathieu.com</p> <p>Espace Santé Beauté Johanne Verdon Centre Laval 1600, boul. Le Corbusier 450 688-5455 Laval</p> <p>Espace Santé Beauté Johanne Verdon 341-A, boul. Saint-Joseph Gatineau 819 770-3645</p> <p>Boutique Luc Mathieu 2522, rue King Ouest Sherbrooke 819 823-3322</p>	<p>Boutique Luc Mathieu 227, rue Principale ouest Magog 819 868-3368</p> <p>Bio-Actif inc. Heures d'ouverture restreintes 880, rue Michèle-Bohec 450 979-2506 Blainville</p> <p>Espace Santé Beauté Johanne Verdon 145A, boul. des Promenades St-Bruno 450 653-6009 (Promenades St-Bruno)</p> <p>Espace Santé Beauté Johanne Verdon 100, boul. des Galeries Rive-Nord Repentigny 450 657-2032</p> <p>Espace Santé Beauté Johanne Verdon 1108, boul. St-Joseph, Terrasses Des Lilas Drummondville 819 850-1705</p> <p>Vitavie au naturel 3333, boul. du Carrefour Promenade Beauport 418 667-0070</p> <p>Ferti 2000: commandes postales Tél.: 514 272-1365. Ligne extérieure: 1 800 272-1365 • Lundi au vendredi 9h à 17h • Samedi et dimanche 8h30 à 17h</p>
--	--

WIKILEAKS LES FUITES SE POURSUIVENT

L'ambassadeur du Canada en Afghanistan associe Hamid Karzaï à la corruption

Ottawa dans l'embarras

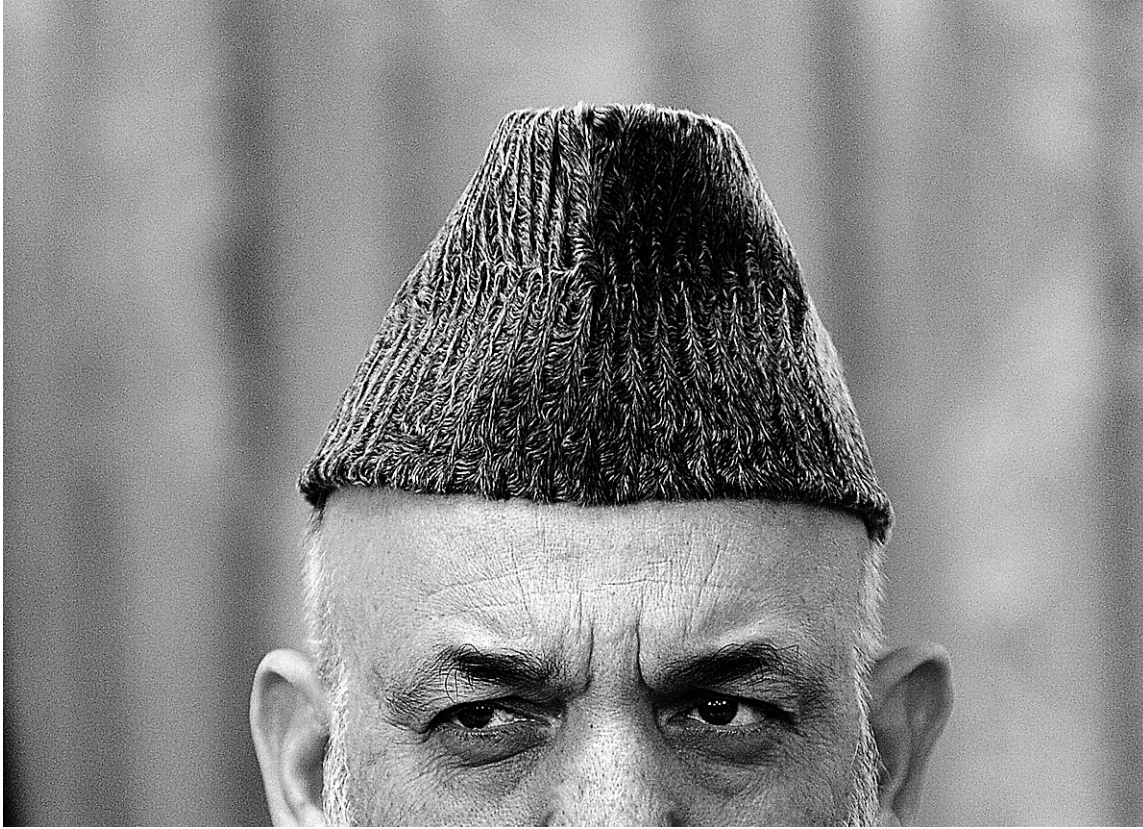
HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Le premier ministre Stephen Harper s'est porté à la défense de l'ambassadeur du Canada en Afghanistan cité dans un câble obtenu par WikiLeaks, hier, tandis que le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a demandé à la GRC d'enquêter sur une fuite au sein de son ministère à propos du même ambassadeur.

Cette dernière fuite concerne une note diplomatique qu'ont obtenue le *National Post* et le *Globe and Mail* dans laquelle l'ambassadeur du Canada en Afghanistan, William Crosbie, a suggéré à Ottawa de le rappeler, de crainte que des propos qui lui sont attribués, susceptibles d'être rendus publics par WikiLeaks, ne nuisent aux relations entre les deux pays.

Ces propos ont finalement été diffusés hier soir sur le site web du *Guardian*. Au cours d'une discussion avec son homologue américain, en février dernier, l'ambassadeur du Canada aurait exprimé une piètre confiance à l'endroit du président afghan Hamid Karzaï.

« Il (William Crosbie) était émotif et disait que (la question des élections afghanes) lui faisait bouillir le sang », a relaté Karl Eikenburry dans le câble.



Au cours d'une discussion avec son homologue américain, en février dernier, l'ambassadeur canadien William Crosbie aurait exprimé une piètre confiance à l'endroit du président afghan Hamid Karzaï.

« Il a décrit la position canadienne selon laquelle la communauté internationale devait se tenir debout au nom de la majorité silencieuse ou être blâmée pour avoir laissé Karzaï et sa famille établir

dans tout le pays le même système de favoritisme qui existe à Kandahar », a-t-il ajouté.

Une série de câbles qui émanent de l'ambassade des États-Unis en Afghanistan (voir autre texte) ont été diffusés

simultanément hier par quelques médias internationaux.

Hier, l'ambassadeur de l'Afghanistan au Canada, Jawed Ludin, s'est montré laconique. « Il (M. Crosbie) devrait prendre la responsabilité de ce

qu'il a dit, peu importe ce que ça implique », a-t-il déclaré en entrevue à CTV.

« Personne ne devrait permettre à ces commentaires de nuire aux relations entre nos deux pays », a-t-il souligné.

Pour sa part, le premier ministre Stephen Harper a défendu son ambassadeur. « Je n'ai pas vu tous les commentaires, a-t-il dit. Mais la responsabilité première des ambassadeurs et hauts-commissaires du Canada est de représenter le Canada (...) et non l'Afghanistan. »

Il a par ailleurs rappelé que son gouvernement avait déjà exprimé franchement ses préoccupations au sujet de la politique afghane et qu'il allait continuer à le faire.

La pointe de l'iceberg

De tels remous diplomatiques pourraient n'être que la pointe de l'iceberg, si l'on en juge par les paroles de Karl Eikenburry que William Crosbie a rapportées dans la note qui pourrait faire l'objet d'une enquête de la GRC.

Hamid Karzaï « a commencé à couper les ponts avec nous et cela (les fuites de WikiLeaks) pourrait le pousser à faire de même avec l'ensemble de la coalition », aurait déclaré l'ambassadeur des États-Unis lors d'une récente rencontre entre les deux diplomates.

L'organisme WikiLeaks a commencé à rendre publics dimanche environ 250 000 câbles diplomatiques américains, dont quelque 2500 proviendraient du Canada. Jusqu'ici, seuls cinq câbles émanant de l'ambassade des États-Unis à Ottawa ont été publiés.

Les deux personnalités du président afghan

RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — En juin 2008, l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Jaap de Hoop Scheffer, s'est demandé à voix haute lequel des deux Hamid Karzaï allait se présenter à une conférence internationale sur l'Afghanistan tenue à Paris, « le politicien pachoune instable ou le dirigeant national rationnel ».

L'interrogation de l'homme d'État néerlandais est citée dans l'un des câbles diplomatiques américains obtenus par WikiLeaks et divulgués hier par le *New York Times* et le *Guardian*, entre autres journaux, qui présentent le président afghan comme un dirigeant doté d'une double personnalité.

L'ambassadeur américain à Kaboul, le général à la retraite

Karl Eikenberry, a défini ainsi les deux Karzaï dans un câble: « Le premier est un individu faible et paranoïaque ignorant des principes rudimentaires de l'édification d'une nation et exagérément conscient que le temps de l'adulation internationale dont il était l'objet est passé. L'autre est un politicien très rusé qui se voit comme un héros national capable de sauver le pays de la décentralisation,

pièce maîtresse du programme d'Abdullah (son principal rival lors des élections de 2009). »

Corruption généralisée

Les télégrammes diplomatiques laissent clairement entendre que ni l'un ni l'autre de ces Karzaï ne jouit aujourd'hui de la pleine confiance de Washington. Aux yeux des Américains, le président afghan incarne trop bien la corruption généralisée au sein du gouvernement de son pays. L'ambassade des États-Unis à Kaboul a notamment exprimé son désarroi après qu'il eut gracié cinq policiers frontaliers surpris en possession de 124 kilos d'héroïne, d'après un câble d'août 2009.

L'ambassadeur Eikenberry a résumé dans un autre télégramme le dilemme auquel font face les Américains après

une rencontre avec le demi-frère du président, Ahmed Wali Karzaï, l'homme le plus puissant de Kandahar, qui est soupçonné de s'être enrichi grâce au trafic de drogue.

« La rencontre avec AWK illustre un de nos plus grands défis en Afghanistan: comment combattre la corruption et établir un lien entre le peuple et son gouvernement lorsque des responsables gouvernementaux clés sont eux-mêmes corrompus », a écrit le diplomate.

Dans un autre câble dont le contenu était connu avant même les fuites de WikiLeaks, l'ambassadeur américain à Kaboul avait écrit que le président Karzaï n'était pas un « partenaire stratégique adéquat » pour les États-Unis en Afghanistan.

L'étau se resserre autour de Julian Assange

MALI ILSE PAQUIN
COLLABORATION SPÉCIALE

LONDRES — La trace du nouvel ennemi des États-Unis a été retrouvée. Julian Assange, fondateur de WikiLeaks, se trouve chez des amis dans le sud-est de l'Angleterre, selon la presse britannique. Son arrestation serait imminente.

Interpol le recherche pour une affaire de viol et d'agression sexuelle en Suède qui remonte à août 2009. Julian Assange, qui n'a pas été vu depuis le 4 novembre, se dit victime d'une campagne de diffamation.

Il a perdu sa dernière bataille hier face à la justice suédoise.

La Cour suprême de Suède a rejeté son appel contre le mandat d'arrêt qui pèse sur lui.

D'autres pays s'apprentent à se lancer aux trousses de l'Australien de 39 ans. Des sénateurs américains ont conçu hier un projet de loi qui



« Je pense qu'il (Julian) Assange connaît les bonnes personnes ici, dit Andrew Scott, professeur de droit à la London School of Economics. Beaucoup de gens impliqués dans WikiLeaks sont établis au pays. »

faciliterait des poursuites judiciaires contre lui.

En comparaison, la Grande-Bretagne s'est montrée circospicte. Peu ciblé par les fuites diplomatiques, Downing Street a condamné les révélations de WikiLeaks

sans toutefois préférer de menaces comme ce fut le cas à Washington.

Julian Assange a visité plusieurs fois Londres, où il a rencontré des journalistes au cours de l'année. Il avait insinué qu'il demanderait l'asile

politique à la Suisse au début du mois de novembre. C'est pourtant en Angleterre qu'il s'est réfugié avant que n'éclate la tempête.

« Je pense qu'il connaît les bonnes personnes ici, dit Andrew Scott, professeur de droit à la London School of Economics. Beaucoup de gens impliqués dans WikiLeaks sont établis au pays. »

Or, il n'était pas clair hier soir si les autorités britanniques savaient où il se trouvait. Selon son avocat anglais, Mark Stephens, Scotland Yard détient ses coordonnées depuis son arrivée à Londres en octobre.

Une affirmation que certaines sources policières ont confirmée, et que d'autres ont niée.

Ces contradictions semblent être à l'image de l'homme, qui est toujours en déplacement et qui change de téléphones cellulaires comme d'autres, de chemises.

« Sa capture est inévitable »

La Suède a lancé un second mandat d'arrêt hier. Sa capture est inévitable, croit Bill Bowring, expert en droit international. « La Suède et la Grande-Bretagne adhèrent à la même convention européenne d'extradition », explique le professeur de l'université de Londres à *La Presse*.

L'avocat de Julian Assange a rappelé cette semaine que son client n'avait pas été formellement accusé et qu'il était recherché comme témoin seulement.

« Il y a eu tant d'irrégularités dans cette affaire qu'il y a peu de chance qu'on me remette un mandat d'arrêt valable », a expliqué Mark Stephens hier, un des meilleurs avocats du pays en la matière.

L'équipe d'avocats de l'ancien pirate informatique est déterminée à bloquer son extradition.

Il n'empêche que Julian Assange a de plus en plus l'air d'un homme traqué. Même s'il se dit persécuté, il est mal placé pour demander l'asile politique à l'Angleterre. « La Suède, ce n'est pas la Somalie », explique Bill Bowring.

XY
POUR HOMME SEULEMENT

LA PRESSE Promotion
Hiver 2010-2011

Consultez notre version en ligne
au cyberpresse.ca/xy



**MARC
HERVIEUX**
UN TÉNOR
AU SOMMET

LE TOUR DU GLOBE

CHILI

Piñera en chute

Le taux d'approbation du président chilien Sebastian Piñera a chuté de 13 points en novembre atteignant 50%, l'effet du sauvetage des mineurs s'étant estompé après une polémique sur le départ du sélectionneur de l'équipe nationale de football, selon un sondage publié hier. Le taux d'approbation de la gestion du chef de l'État est passé de 63%, son record, à 50%, retrouvant son niveau d'avant la spectaculaire opération qui a sauvé le 12 octobre 33 mineurs bloqués au fond d'une mine du nord du pays. - AFP



PHOTO ARCHIVES REUTERS
Sebastian Piñera

ISRAËL

La Turquie à la rescousse

La Turquie a envoyé hier en Israël deux avions pour participer au combat contre le gigantesque incendie de forêt qui ravage le nord du pays. Ces deux avions de lutte anti-incendie ont été mobilisés sur ordre du premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan, très critique vis-à-vis de la politique israélienne envers les Palestiniens. Au moins 40 personnes, presque tous des gardiens de prison, ont péri dans l'incendie, qui continuait de ravager hier soir le mont Carmel. - AFP

MEXIQUE

Chaude année

L'année 2010 est en passe de devenir l'une des trois années les plus chaudes jamais enregistrées, a annoncé hier l'Organisation météorologique mondiale, en marge de la conférence de l'ONU sur le climat à Cancún, au Mexique. « Il est quasiment certain que l'année 2010 figurera parmi les trois années les plus chaudes depuis le début des enregistrements, en 1850 », a déclaré l'OMM dans un communiqué. Par ailleurs, « 2001-2010 sera la décennie la plus chaude jamais enregistrée ». - AFP

CHINE

Difficile amitié

La Chine a estimé difficile hier de maintenir l'amitié avec la Norvège après l'attribution du prix Nobel de la paix au dissident chinois Liu Xiabo tandis qu'Oslo a rejeté sur Pékin la responsabilité d'une éventuelle détérioration des relations. « La Chine devrait assumer la responsabilité d'éventuelles suites négatives que le prix de la paix aurait pour la relation bilatérale », a déclaré à l'AFP à Oslo un porte-parole du ministère norvégien des Affaires étrangères, Kjetil Elsebutangen. - AFP

Qui succédera au « roi des maires » ?



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

Chicago — Depuis le 24 avril 1989, date de l'entrée en fonction de Richard Daley à la mairie de Chicago, les villes de New York et de Los Angeles ont eu quatre maires chacune; Dallas, Seattle et Detroit en ont eu cinq et Miami, huit.

La longévité de Daley explique en partie pourquoi certains journalistes l'appellent le « roi des maires américains ». Mais ce titre tient aussi à sa gestion remarquable d'une ville qui, il y a 21 ans, symbolisait le déclin urbain aux États-Unis. Aujourd'hui, elle se classe au cinquième rang des villes mondiales les plus importantes sur le plan économique, après Londres, New York, Tokyo et Singapour, selon une étude approfondie de l'Université Columbia.

Au fil de ces 21 années, la ville s'est aussi embellie sur le plan architectural et enrichie sur le plan culturel, au point d'être devenue la métropole américaine préférée de plusieurs visiteurs étrangers, devant New York et Los Angeles.

C'est en bonne partie pour cimenter la stature internationale de sa ville que le maire Daley tenait tant à accueillir les Jeux olympiques de 2016. Sa grande déception à la suite de l'élimination aussi abrupte qu'humiliante de Chicago a sans doute contribué à sa décision de ne pas solliciter un septième mandat.

Ce choix, qui a pris tout le monde de court au mois de septembre, place aujourd'hui les citoyens de la Ville des vents devant une question qui donne le vertige à plusieurs

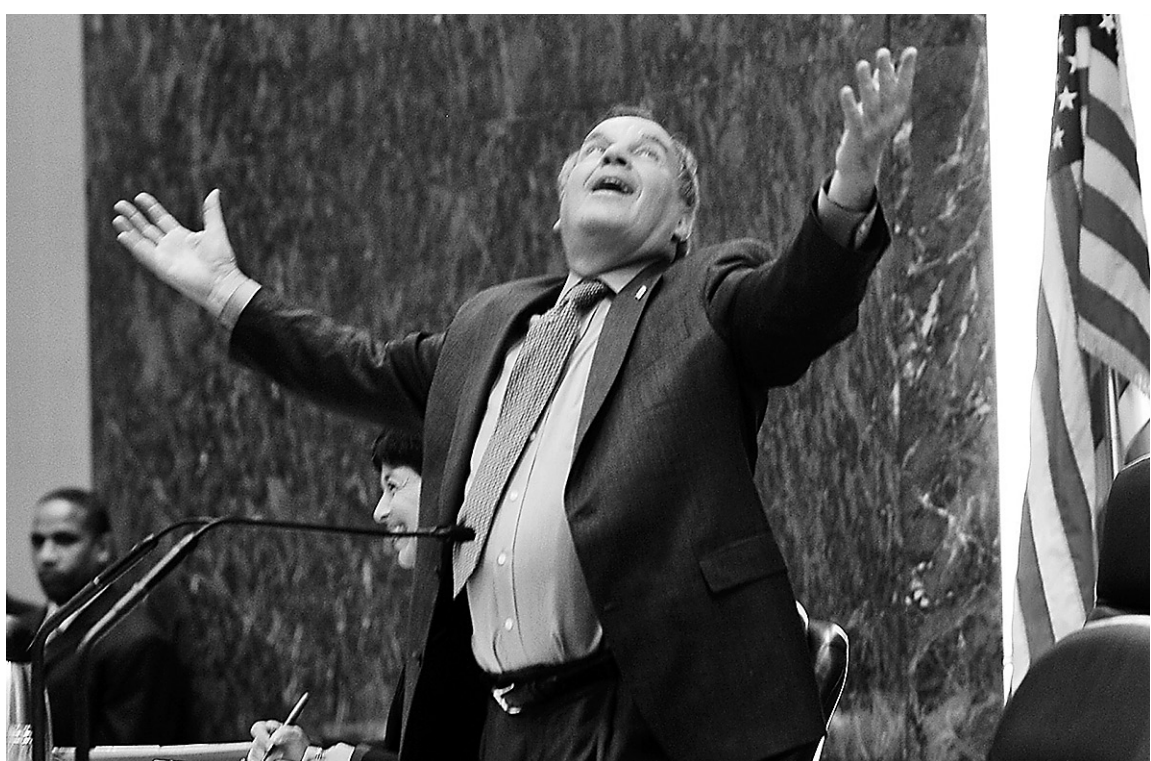


PHOTO AL PODGORSKI, ARCHIVES AP
La grande déception du maire Richard Daley à la suite de l'élimination aussi abrupte qu'humiliante de Chicago au concours olympique a sans doute contribué à sa décision de ne pas solliciter un septième mandat.

d'entre eux: qui succédera au « roi des maires américains » ?

Rahm Emanuel éligible ?

« J'aurais préféré que le maire Daley reste à son poste, dit Jennifer Meade, enseignante de 38 ans. Sans lui, Chicago serait devenu un autre Detroit. »

Les citoyens de Chicago devront donc élire un nouveau maire le 22 février. Parmi les 20 candidats, l'ancien chef de cabinet de la Maison-Blanche, Rahm Emanuel, fait figure de favori, mais sa victoire est loin d'être acquise en raison des démarches entreprises pour le déclarer inéligible.

Selon la loi électorale de Chicago, les candidats à la mairie doivent avoir été résidents de la ville durant l'année qui précède l'élection. Or, Rahm Emanuel a vécu avec sa famille à Washington pendant la majeure partie de 2010, ont rappelé un groupe de citoyens

et un avocat dans des requêtes distinctes qui contestent l'éligibilité d'Emanuel.

Bien qu'il dise agir en son nom propre, l'avocat en question est également associé à la campagne de l'un des principaux adversaires d'Emanuel, James Meeks, qui siège au Sénat de l'Illinois. Sa cause et celle du groupe de citoyens pourraient se rendre jusqu'à la Cour suprême de l'Illinois et nuire considérablement à la campagne du favori.

Rahm Emanuel défend son éligibilité en faisant notamment valoir qu'il est propriétaire d'une maison à Chicago, qu'il paie des impôts fonciers et vote dans la ville. Le hic, c'est que, depuis deux ans, sa maison est louée à un homme d'affaires qui a refusé de résilier son bail pour permettre à Emanuel de rentrer chez lui.

Non seulement cet homme d'affaires a-t-il forcé son

propriétaire à louer un appartement à Chicago, mais il a lui-même déclaré sa candidature à la mairie de Chicago et a récolté un nombre suffisant de signatures pour être éligible. Il n'est pas le seul candidat plus ou moins sérieux. Il faut ranger dans cette catégorie Carol Moseley Braun, ancienne sénatrice et candidate présidentielle, et Roland Burris, qui avait été choisi par l'ex-gouverneur de l'Illinois Rod Blagojevich pour occuper le siège laissé vacant par Barack Obama au Sénat des États-Unis.

Autres aspirants

Outre James Meeks, Gery Chico, ex-responsable des écoles publiques de Chicago, est considéré comme l'un des aspirants les plus sérieux à la mairie.

Malgré les réalisations de Richard Daley, son successeur fera face à une situation

LES DÉMOCRATES VEULENT FAIRE PAYER LES RICHES

La Chambre des représentants américaine a reconduit hier des allègements fiscaux datant de l'ère Bush, mais en les réservant aux classes moyennes, malgré l'opposition des républicains qui souhaitent que ces mesures soient aussi prolongées pour les riches. Le texte a été adopté par 234 voix contre 188 à la Chambre basse, mais a peu de chances d'être adopté au Sénat où les 42 sénateurs de l'opposition ont déjà annoncé qu'ils voteraient contre. La proposition des démocrates mettrait fin aux avantages fiscaux pour les plus riches (ménages gagnant plus de 250 000\$ par an, personnes seules gagnant plus de 200 000\$) et prolongerait des allègements pour les classes moyennes aux revenus inférieurs. Les cadeaux fiscaux accordés en 2001 et 2003 arrivent à expiration le 31 décembre. Or, les démocrates perdront fin décembre la majorité à la Chambre au profit des républicains à la suite des élections du 2 novembre. - AFP

difficile. Il devra notamment combler un trou budgétaire de 655 millions de dollars et endiguer une pauvreté et une criminalité persistantes dans certains quartiers de la ville.

Ce successeur devra également poursuivre les réformes scolaires de Daley, qui a été le premier maire américain à demander et à obtenir la gestion des écoles publiques de sa ville.

Emanuel, qui a représenté Chicago à la Chambre des représentants après avoir été conseiller de Bill Clinton et fait fortune dans la finance, présentera son programme au cours des prochaines semaines à l'occasion de trois grands discours.

Déco Découverte
SUPERMAGASIN | accessoires bain et cuisine | literie

AVIS DE CORRECTION
Le tabouret de bar en cuir contrecollé annoncé en page 4 du cahier Déco Découverte du 3 décembre est offert dans certains magasins seulement.
Nous sommes désolés des inconvenients occasionnés.

MONTOIT

CE SAMEDI COMMENT MARIER LE NOUVEAU AVEC L'ANCIEN ?

Tous les samedis dans **LA PRESSE**

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du : 2010-12-02

Jour de Pays! 04 12 15 16 32 35 01 compl.

Ebanco Lots bonis du 2 au 10 décembre 2010

09 13 21 25 28 32 33 34 35 44	3 637	11 15
46 51 52 53 58 61 62 64 66 68	4 0431	20 25 37

Quotidienne **Triplex**

Astro Jour - Mois - Année - Signe
03 AOÛT 29 CANCER

Extra 5210014

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

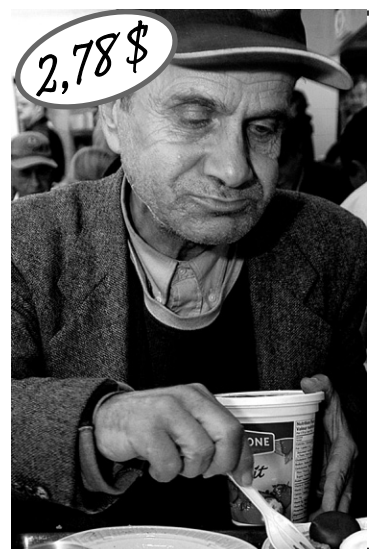
Célébration 2011 1 Honda CR-Z hybride * **655F072** (non décomposable)

* Ce lot est échangeable contre un chèque de 32 000 \$.

1 lot de « 1 000 \$ + tirage TÉLÉ » * **813P445** (non décomposable)

* Pour participer au tirage télé, le lot doit être réclamé au plus tard le 7 janvier 2011, avant la fermeture des bureaux.

Une Honda CR-Z hybride par jour, du 1^{er} au 31 décembre 2010.



Offrez un repas complet pour Noël!

Nous avons besoin de votre aide pour servir des repas chauds ou procurer d'autres services essentiels, en cette période de Noël, aux personnes démunies, sans-abri et qui souffrent dans la région de Montréal.

Pour seulement 2,78 \$, vous pouvez procurer un repas chaud ou un abri sécuritaire et une aide qui pourraient être le point de départ d'une nouvelle vie.

Découpez et envoyez votre don à :
MISSION Bon Accueil
606, rue de Courcelle
Dépt. 404 104
Montréal, QC H4C 3L5

NOTRE 119^e ANNÉE AU SERVICE DES DÉMUNIS

Expédiez votre don aujourd'hui!

27,80 \$ pour 10 personnes 69,50 \$ pour 25 personnes 139 \$ pour 50 personnes
 278 \$ pour 100 personnes _____ \$ pour aider autant de personnes possible

Donnez en ligne au www.missionbonaccueil.com ou composez le (514) 523-5288

Veuillez débiter ma carte de crédit Visa MasterCard American Express

Un reçu d'impôt sera émis pour tout don de 10\$ et plus. Mission Bon Accueil est un organisme de bienfaisance : NE 10819 5215 RR0001

NO DE LA CARTE _____ DATE D'EXPIRATION _____

SIGNATURE _____

NOM EN LETTRES MOULÉES _____ ()

COURRIEL _____ TÉLÉPHONE _____

ADRESSE _____

VILLE _____ PROVINCE _____ CODE POSTAL _____

FORUM

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

La part du PQ



ANDRÉ PRATTE

apratte@lapresse.ca

Le gouvernement libéral est le premier responsable du climat de méfiance et de dégoût suscité par les allégations de corruption, de trafic d'influence et de favoritisme dans l'industrie de la construction et dans l'attribution des contrats publics. Toutefois, en ajoutant à ces faits troublants des soupçons qui n'ont aucun fondement, l'opposition ajoute inutilement au désabusement de la population. On a eu cette semaine une nouvelle démonstration de cette tactique perverse lorsque

M. Simard avait le devoir de s'informer avant de lancer des allégations aussi graves.

le Parti québécois a dénoncé un contrat accordé par Hydro-Québec à un consortium de cabinets de génie-conseil pour la gérance du projet Eastmain 1A-Sarcelle-Rupert. Selon le député de Richelieu, Sylvain Simard, ce contrat de 295 millions accordé sans appel d'offres constitue « la nouvelle façon de faire de la collusion ». M. Simard ajoute que les quatre cabinets formant le consortium sont « bien connus au Parti libéral ».

Or, la mise en place d'un tel consortium n'est ni une « nouvelle façon » ni un exemple de « collusion ». Cette méthode est employée par Hydro-Québec

depuis la toute première phase du développement de la baie James, il y a 40 ans. À l'époque, on avait confié la gestion du personnel spécialisé – c'est ce dont il est question ici – à l'américaine Bechtel et à la québécoise Lavalin. On a eu recours à la même façon de faire pour la phase II de la baie James; un consortium de trois firmes a été chargé de la gestion du personnel professionnel et technique.

À Hydro-Québec comme dans le milieu du génie-conseil, on affirme que les choses se font ainsi ailleurs au pays et à l'étranger. Cela permet de recruter les personnes les plus compétentes pour des périodes allant de quelques mois à quelques années au moment où on en a besoin sur le chantier. Aucun cabinet ne serait en mesure de fournir à lui seul une main-d'œuvre aussi diversifiée et spécialisée. Le prix n'est pas un enjeu puisque les honoraires des ingénieurs-conseils sont déjà définis par une entente conclue entre l'association qui les représente et Hydro-Québec.

Un peu de cohérence, s'il vous plaît: on ne peut pas du même souffle vanter les réalisations d'Hydro-Québec à la baie James et dénoncer le système qui les a permis. Un peu de sérieux, surtout: il n'y a pas l'ombre du début d'un indice de collusion ou de lien entre l'attribution de ce contrat et l'allégeance politique des dirigeants du consortium.

Parlementaire d'expérience, M. Simard avait le devoir de s'informer avant de lancer des allégations aussi graves. En agissant de manière aussi irresponsable, le Parti québécois contribue à miner davantage la crédibilité de l'État et du milieu d'affaires québécois, déjà passablement amochée. En quoi cela sert-il les intérêts du Québec?

Combien de médecins?



ARIANE KROL

akrol@lapresse.ca

Le Canada compte aujourd'hui un nombre record de médecins. Il n'y en a jamais eu autant depuis 30 ans, aussi bien en nombre absolu que par rapport à la taille de la population. Et pourtant, on n'a jamais tant parlé de pénurie. La résorption est-elle le meilleur moyen de répondre aux besoins des patients? Rien n'est moins sûr.

On comptait l'an dernier plus de 68 000 médecins au Canada. C'est 87% de plus qu'en 1979, montrent les chiffres publiés hier par l'Institut canadien

Si on n'organise pas mieux les soins, on n'aura jamais assez de médecins. Jamais.

d'information sur la santé (ICIS). On dispose aujourd'hui de 201 médecins par 100 000 habitants, une augmentation de 34% en 30 ans.

Le Québec, malgré une hausse moins marquée (73%), n'a rien à envier aux autres provinces. À 221 médecins par 100 000 habitants, seule la Nouvelle-Écosse est mieux lotie que nous (231).

La base de données de l'ICIS ne dit pas combien travaillent uniquement en recherche, en santé publique ou dans l'administration. Rien, toutefois, n'indique que la proportion de médecins ne donnant pas de soins ait beaucoup augmenté depuis les années 80.

On n'a jamais eu autant de médecins et pourtant, il en manquerait presque 2000 au Québec. Environ 800

spécialistes et 1175 omnipraticiens, selon leurs fédérations respectives. On fait des efforts considérables pour augmenter le nombre de diplômés, en pensant que la résorption de cette pénurie est la stratégie à privilégier pour répondre aux besoins des Québécois.

« La demande en services de médecine dépend des besoins des Canadiens, mais aussi de la façon dont les soins sont organisés et du champ d'activité des autres professionnels de la santé », note l'ICIS.

Qu'il manque des spécialistes et des médecins de famille, ça ne fait pas de doute. Mais avec le temps qu'il faut pour les former, et la façon dont ils travaillent, on aurait intérêt à ne pas mettre tous nos œufs dans ce panier-là.

Les étudiants en médecine valorisent davantage l'équilibre travail-vie que leurs aînés. C'est même leur plus important critère de réussite professionnelle, montre une enquête pancanadienne. Chez les spécialistes, les mères d'enfants de moins de 5 ans travaillent en moyenne 12 heures de moins par semaine que leurs collègues masculins. Or, le Québec est la province qui compte le plus de femmes médecins (41%), et cette tendance ira en s'accroissant.

Ce n'est pas un reproche. Les nouveaux médecins ne sont pas différents des autres travailleurs de leur génération. Mais il faut en tenir compte. Et ne pas miser sur ces seuls renforts pour améliorer l'accès.

Puisque le temps des médecins, en particulier les omnibus, est tellement rare, on devrait tout mettre en œuvre pour ne pas le gaspiller. Maximiser le potentiel de l'informatique et des infirmières. Réduire la bureaucratie. Et réserver les médecins pour les gestes qu'eux seuls peuvent poser. On commence à peine à le faire. Lentement. Mollement.

C'est pourtant simple: si on n'organise pas mieux les soins, on n'aura jamais assez de médecins. Jamais.

L'IMPACT DU BUDGET DE MONTRÉAL SE FAIT SENTIR



DROITS RÉSERVÉS / serge.chapleau@lapresse.ca

CYBERPRESSE.CA/PLACE-PUBLIQUE



EXCLUSIF > Un renflouement inéquitable des caisses de retraite publiques

QUESTION DU JOUR

La divulgation par WikiLeaks des 250 000 câbles diplomatiques est-elle saine pour la démocratie?

OUI > 48%

NON > 43%

JE NE SAIS PAS > 9%

Résultats à 19h30 hier: 8876 répondants

OPINION

Le piège de la complaisance

Le sous-financement chronique des universités compromet le développement du Québec

MICHEL PATRY ET HÉLÈNE DESMARAIS

Les auteurs sont respectivement directeur et présidente du conseil à HEC Montréal.

En novembre, le magazine *BusinessWeek* reconnaissait HEC Montréal parmi les meilleures écoles de gestion au monde, tout comme *Forbes*, *Financial Times* et *AméricaEconomía*. Une fierté pour le Québec, une reconnaissance qui aide nos diplômés à œuvrer sur les marchés québécois et international.

De tels succès, tout comme les accréditations internationales que possède l'école, sont le fruit de beaucoup de travail et d'efforts de l'ensemble de la communauté. Or, le sous-financement chronique des universités québécoises pourrait venir compromettre ce statut acquis de haute lutte. Pour HEC Montréal, comme pour l'ensemble des universités, la qualité de la formation et notre capacité d'innover sont clairement menacées.

Une analyse récente de la Conférence des recteurs des principaux des universités du Québec (CREPUQ) chiffre à 600 millions de dollars par année le déficit du système universitaire québécois. Comment, de manière durable, peut-on offrir la même qualité en fait d'environnement d'apprentissage que les autres universités avec des revenus annuels inférieurs, en moyenne, d'environ 3000\$ par étudiant?

Avons-nous la détermination, collectivement, de préparer une relève de classe mondiale? Une relève qui aura accès aux mêmes ressources humaines, informationnelles et physiques que celles mises à la disposition des étudiants de Vancouver, Calgary ou Toronto? Si nous avons cette

détermination, il faut avoir le courage de redresser la situation.

Entre Québécois, nous pouvons toujours nous faire croire que tout va bien et que nous pouvons continuer sur cette lancée. Cependant, alors que les autres pays, notamment les pays émergents, investissent massivement dans la formation de pointe, continuer d'accepter un tel sous-investissement est socialement dangereux. Ce sous-investissement compromet le développement social et économique du Québec.

Faisons une analogie avec notre sport national. Nous savons que le Canadien de Montréal a plus de chances d'accéder aux séries éliminatoires s'il dispose d'un budget annuel équivalent à celui des autres équipes du circuit. Sinon, à terme, l'équipe prendra du retard et sera incapable de se mesurer aux autres équipes de la ligue. Accepterait-on cela? Bien sûr que non.

On ne peut plus tergiverser. Les droits de scolarité doivent être augmentés pour se rapprocher de la moyenne canadienne.

Pourtant, il en va ainsi de la formation universitaire. Pourquoi accepter que notre système universitaire périclité? Pourquoi nos futurs médecins, ingénieurs, architectes et gestionnaires ne pourraient-ils pas acquérir les mêmes compétences, se mesurer à leurs confrères et concourent des autres régions du Canada et d'ailleurs dans le monde? La qualité a un prix et c'est précisément cette qualité qui est compromise depuis plusieurs années par le sous-investissement chronique dans nos universités.

Or, le financement du gouvernement québécois se situe au-dessus de la moyenne canadienne. Autrement dit, les contribuables québécois, par le biais de la fiscalité, font déjà largement leur part. La source du sous-financement est connue: ce sont les droits de scolarité. De fait, en contrôlant pour l'inflation, les étudiants québécois paient aujourd'hui leur formation moins cher que ce que payaient leurs parents en 1985 et leurs grands-parents en 1968!

On ne peut plus tergiverser. Les droits de scolarité doivent être augmentés pour se rapprocher de la moyenne canadienne et des disciplines. La réglementation gouvernementale, elle, doit être revue en conséquence, tout en bonifiant l'aide financière aux étudiants.

D'autres innovations, comme la modulation par discipline ou la définition d'un corridor à l'intérieur duquel chaque université pourrait fixer ses droits, introduiraient une dose

de souplesse, encourageraient l'expression de missions particulières et résulteraient dans une offre diversifiée de propositions de formation.

Aurons-nous le courage de poser les gestes qui freineront la fragilisation du système universitaire québécois? Si nous n'admettons ni la pertinence des actions à entreprendre ni l'urgence de la situation, si nous n'accordons pas un juste prix à la qualité, un piège guette notre société. Celui de la complaisance qui nous condamne, à terme, à la médiocrité.

À BIEN Y PENSER

Trop d'élus, trop de maires, les fonctionnaires les mieux payés de toute la fonction publique. Quand nous serons convaincus que la direction de la Ville de Montréal fait des efforts pour réduire ses dépenses, alors ce sera plus acceptable de voir notre compte de taxes augmenter.

— Roger Trudel, Montréal (Pierrefonds)

FORUM

BUDGET

Le carcan de Montréal



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Montréal est une grande ville. Elle a la taille d'une petite province. Son budget de 4,5 milliards est trois fois plus gros que celui de l'Île-du-Prince-Édouard, la moitié de ceux du Nouveau-Brunswick ou de la Nouvelle-Écosse.

Mais quand cette grande ville dépose son budget, le débat ressemble à celui que l'on retrouverait dans un village ou une banlieue. On s'inspire d'une grille d'analyse municipale classique qui ne devrait pas s'appliquer à une métropole. À peu près tout le monde, avec une belle unanimité, s'est indigné d'une hausse des taxes de 4,2-4,3 %.

Il est difficile d'imaginer que l'on puisse améliorer les services municipaux tout en gelant les revenus.

Or, dans son dernier budget, le ministre québécois des Finances, Raymond Bachand, prévoyait que les revenus autonomes, ceux qui ne proviennent pas de transferts fédéraux, augmentent cette année de 4,4 %. Personne n'a protesté. Pourquoi, dans le cas du maire Gérard Tremblay, tout le monde grimpe aux rideaux ?

Cela s'explique en bonne partie par la différence entre les fiscalités provinciale et municipale. Au provincial, les deux tiers des revenus fiscaux de 44 milliards proviennent de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la taxe de vente. Dans les deux cas, ça grimpe automatiquement. L'impôt sur le revenu augmente parce qu'il y a plus d'emplois et que les salaires grimpent, la taxe de vente augmente grâce à l'inflation et à la hausse de la consommation. Cette année, malgré les difficultés économiques, les recettes de l'impôt sur le revenu augmentent de 6 % et celles de la TVQ de 3,8 %.

L'argent rentre tout seul, sans que le ministre des Finances n'ait à faire le moindre geste. Le gouvernement du Québec dispose ainsi, année après année, d'une marge de manœuvre additionnelle sans coût politique.

Au niveau municipal, c'est tout à fait différent. Environ 60 % des revenus proviennent de l'impôt foncier. Il est fixe, il n'augmente pas d'une année à l'autre avec la croissance économique. Pour pouvoir compter sur des revenus additionnels, la ville doit faire un geste, soit en faisant grimper son taux de taxe, soit en profitant, tous les trois ans, des hausses de valeur foncière lors du nouveau rôle d'évaluation. Dans les deux cas, parce que la hausse des revenus nécessite une intervention de l'administration municipale, ce sera le tollé.

Il y a là, pour une ville, une double contrainte. La première est fiscale, des revenus qui ne profitent pas naturellement de l'activité économique. Et l'autre est politique. Cela constitue un carcan qui contribue à rendre les grandes villes ingérables.

On peut aller plus loin. En toute logique, on ne peut parler d'augmentation du fardeau fiscal que lorsque la ponction augmente plus vite que la richesse collective. Ce ne sera pas le cas à Montréal, puisqu'en 2011, son PIB nominal augmentera de 5,5 % en 2011.

Dans le débat public, on impose même à la ville une norme implicite, que les dépenses et les taxes ne devraient pas augmenter plus vite que l'inflation. Cette doctrine mène à un gel de l'activité municipale, et même à une réduction, puisque bien des postes de dépenses augmentent plus que l'inflation, notamment la masse salariale d'une fonction publique municipale surpayée, sur laquelle la ville n'a aucun contrôle.

Je ne veux pas défendre le budget du maire Tremblay. Mais tout simplement rappeler qu'il est difficile d'imaginer que l'on puisse améliorer les services municipaux, soutenir la culture, développer les transports en commun, positionner la ville au plan économique tout en gelant les revenus. On ne peut pas à la fois vouloir plus et s'indigner des hausses de taxes.

LYNCHAGE PUBLIC

Certains procédés médiatiques représentent plus de dangers que les torts qu'ils prétendent corriger

LUC BEAUREGARD



L'auteur est président exécutif du conseil de Res Publica et fondateur du cabinet de relations publiques National. Ce texte est tiré de la conférence qu'il a prononcée mercredi, à Montréal, devant les membres de l'Association des MBA du Québec.

Le monde de l'information connaît des perturbations profondes. La télévision avait déjà changé les choses. Les chefs d'entreprises ont dû apprivoiser la façon de se comporter devant le micro et la caméra. Mais ce sont les nouvelles en continu qui ont encore plus radicalement changé l'information.

Désormais tout est *live*. On vit la tyrannie du clip, de la tombée et de l'audimat. Les ordinateurs personnels et internet en ont rajouté, sans compter les téléphones intelligents, capables de prendre des photos et de tourner des vidéos aussitôt retransmis *live* partout et tout le temps.

Il y a de multiples manières d'orienter l'information: le choix du sujet plutôt qu'un autre, l'angle, la manière de traiter le sujet, les commentateurs ou les experts invités. Tout ça sous le couvert du plus grand professionnalisme. Mais les commentateurs sont toujours les mêmes et ont des opinions qui vont toujours dans le même sens, celui de la contestation des entreprises et des pouvoirs publics, de la mise de l'avant des groupes d'intérêt et, souvent en filigrane, de l'avancement de la souveraineté – le fameux thème qui tient notre débat public en otage depuis 50 ans.

Qui veut être leader aujourd'hui quand les médias se livrent à une sorte de «demolition derby», *live* et en



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Qui veut être leader aujourd'hui quand les médias se livrent à une sorte de «demolition derby», *live* et en continu ?

prétendent corriger lorsque la règle de droit est contournée, lorsqu'ils foulent aux pieds la présomption d'innocence et s'apparentent au lynchage public.

Suivez bien le processus. L'utilisation des sources anonymes, maintenant voilées et à la voix déformée, est désormais monnaie courante. La parole est ensuite donnée à des experts, professeurs d'université ou éthiciens auto-proclamés, qui font les gorges chaudes. On poursuit avec les commentaires de groupes d'intérêts ou de syndicats qui appellent à une commission d'enquête publique. Et on met les feux sur l'opposition qui prend le relais à la période de questions de l'Assemblée nationale et qui crie à l'apocalypse.

Tout journaliste digne de ce nom veut être le Daniel Leblanc d'une

sa place, peu importe les conséquences funestes. Mais il serait tout à fait irresponsable pour n'importe quel premier ministre de créer une autre commission d'enquête qui salirait inconsidérément les réputations sur la place publique. Un tel exercice nous déchirerait et paralyserait encore le Québec pour une autre décennie.

En tenant tête à la clameur qui veut un bâcher officiel pour poursuivre le lynchage en continu, et en privilégiant la règle de droit et le processus judiciaire, M. Charest a jusqu'ici fait preuve de leadership.

Les sondages dont les médias sont friands ne veulent plus rien dire parce qu'ils posent des questions hypothétiques. Un sondage a même attribué un vaste appui à un parti qui n'existe pas. Dans une élection, les gens votent à un moment précis sur des enjeux et sur des candidats dûment en lice. Les sondages sur les intentions de vote juste avant les élections sont généralement plus exacts. Entre ces moments précis de choix, les répondants utilisent les sondages pour se défouler, mais leurs réponses ne se traduisent éventuellement pas dans leurs votes.

Robert Bourassa, élu quatre fois par les Québécois, pensait qu'il ne fallait pas confondre les humeurs du moment avec les convictions profondes du peuple. Malgré tout le battage, le peuple ultimement décide.

Les commentateurs sont toujours les mêmes et ont des opinions qui vont toujours dans le même sens, celui de la contestation des entreprises et des pouvoirs publics.

continu? Les personnes en autorité désignées pour diriger les entreprises ou les personnes élues par la population n'ont plus droit à aucun respect de la part d'un pouvoir qui juge tout le monde, mais qui ne se soumet lui-même à aucune instance déontologique ou disciplinaire. Certains procédés médiatiques représentent plus de dangers que les torts qu'ils

commission Gomery. Au terme d'un tel battage, on fait alors un sondage et on rapporte, comme si c'était une surprise, que bien oui! la population veut une enquête publique!

Tout le monde comprend bien la motivation de ceux qui souhaitent voir les scandales chasser le gouvernement actuel pour pouvoir prendre

Un échangeur Robert-Bourassa

À Montréal, rien n'honore la mémoire de l'ancien premier ministre 40 ans après sa première élection

FÉLIX RHÉAUME



L'auteur est avocat à Montréal et diplômé de l'Université Jean Moulin-Lyon III à la maîtrise en relations internationales et diplomatie.

Cette année marque les 40 ans de la première élection de Robert Bourassa à titre de premier ministre du Québec, et cette semaine, nous soulignons le 25^e anniversaire de l'élection de son deuxième gouvernement, le 2 décembre 1985. Malheureusement, dans la région de Montréal, nous n'avons toujours pas réussi à honorer convenablement la mémoire de celui qui a dirigé le Québec pendant près de 15 ans.

La centrale LG2 à la Baie-James est aujourd'hui la centrale Robert-Bourassa, une autoroute porte son nom dans la région de Québec, mais rien dans la ville où il a vécu toute sa vie. Il est tout naturel qu'une partie du plus grand ouvrage hydroélectrique du Québec soit nommé en l'honneur de celui que l'on surnomme le «père de la Baie-James». De fait, le développement hydroélectrique du Québec, et plus particulièrement celui de la Baie James, a toujours été le fer de lance de la politique économique et énergétique de Robert Bourassa. C'est lui qui avait lancé les travaux de ce qui fut à l'époque, le plus grand chantier du Québec.

Aujourd'hui, alors qu'on s'apprête à entreprendre la réfection de l'échangeur Turcot*, qui sera le plus grand chantier autoroutier pour les années à venir, pourquoi ne pas baptiser cette future structure, l'échangeur Robert-Bourassa, pour souligner la mémoire de cet ancien premier ministre.

Il n'est pas nécessaire de revenir sur les nombreux accomplissements de M. Bourassa pour convaincre du bien-fondé de nommer une rue ou un ouvrage en son honneur, cette idée fait déjà l'objet d'un large consensus. Cependant, le choix du lieu à renommer est une question beaucoup plus épineuse. Nous l'avons constaté en 2006 lorsqu'on a proposé de rebaptiser l'avenue du Parc du nom de Robert Bourassa. Le maire Tremblay avait alors choisi d'abandonner l'idée devant l'opposition que cette décision avait suscitée.

Depuis, plusieurs autres noms de rues potentielles ont été avancés. Notamment, la rue Peel, la rue Amherst ou encore l'avenue Maplewood où résidait l'ancien premier ministre. Ces rues ne sont toutefois pas des artères importantes de la métropole, et ne constitueraient pas un hommage approprié. L'échangeur actuel a en outre l'avantage de porter un nom moins symbolique que l'avenue du Parc.

J'ai récemment évoqué cette idée d'attribuer le nom d'échangeur Robert-Bourassa au futur ouvrage et une des

personnes présentes a alors objecté que ce serait un embarras supplémentaire pour le gouvernement si le chantier ne se déroulait pas comme prévu et que le nom de Robert Bourassa devenait associé à un projet synonyme de corruption et de dépassement de coûts.

Nous aurions là au contraire une motivation supplémentaire pour mener à bien ce gigantesque ouvrage, un chantier qui pourrait marquer la fin d'une époque sombre pour le milieu de la construction. C'est l'occasion d'aller de l'avant avec un projet qui se doit d'être un nouveau sujet de fierté et d'enthousiasme collectif pour l'ensemble des Québécois.

Robert Bourassa fait partie de ces figures marquantes de la politique québécoise, au même titre que René Lévesque, qui, de par leurs réalisations, s'élevaient au-dessus des considérations partisans, et dont les noms sont avant tout associés à la défense de l'intérêt national du Québec. Soulignons de façon adéquate la mémoire de Robert Bourassa en donnant son nom au nouvel échangeur montréalais et servons-nous du souvenir de ce dernier comme source d'inspiration pour nous imposer une obligation de réussite face à cet important projet.

* L'échangeur porte le nom de Turcot en l'honneur de Philippe Turcot (1791-1861), un marchand qui possédait plusieurs terrains à proximité du village de Saint-Henri.

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453
cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363
petitesannonces@lapresse.ca

MOINS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0517-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, liée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12,300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

ACTUALITÉS

Découverte de la NASA dans un lac de sel en Californie

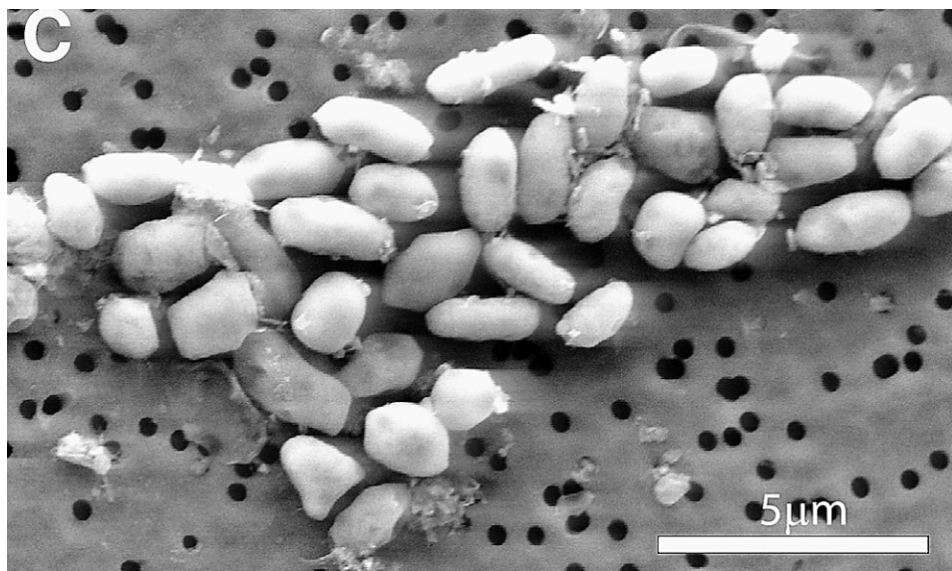
La bactérie se nourrissait... d'arsenic!

MATHIEU PERREAULT

La blogosphère s'attendait à une annonce spectaculaire, par exemple la découverte d'une bactérie sur Titan, une lune de Saturne. Mais la NASA n'a finalement fait progresser l'astrobiologie que d'un petit pas en dévoilant l'existence d'une bactérie qui se nourrit d'arsenic dans un lac toxique en Californie.

« Il s'agit d'un microbe qui a résolu différemment le problème de la vie », a expliqué en conférence de presse Felisa Wolfe-Simon, de la Commission géologique des États-Unis, auteure principale de l'étude publiée dans la revue *Science*. « Certains des éléments que nous croyions essentiels à la vie ne le sont visiblement pas. On peut imaginer la vie dans des environnements radicalement différents de celui de la Terre. »

La géologue californienne avait émis en 2006, dans une conférence, l'hypothèse selon laquelle l'arsenic pourrait être l'un des éléments essentiels à la vie de certains organismes, selon le *New York Times*. Elle proposait alors que l'arsenic pouvait remplacer le phosphore, l'un des six éléments



Voici la micrographie électronique de la bactérie GFAJ-1, qui a survécu après que des chercheurs l'eurent nourrie d'arsenic. Elle avait été extraite du lac salé Mono, dans le désert de la Sierra Nevada, en Californie. Dans ce milieu très peu propice à la vie, il y a 20 fois plus d'arsenic que dans les cours d'eau.

à la vie (les autres sont l'oxygène, l'azote, le soufre, l'hydrogène et le carbone), car l'arsenic et le phosphore

sont voisins sur le tableau périodique. Une autre substitution souvent citée par les astrobiologistes – et, surtout,

par les auteurs de science-fiction – est le silicone au lieu du carbone.

M^{me} Wolfe-Simon et son équipe ont extrait des bactéries du lac Mono, un lac salé dans le désert de la Sierra Nevada. Dans ce milieu très peu propice à la vie, il y a 20 fois plus d'arsenic que dans les cours d'eau. Les chercheurs ont nourri les bactéries d'arsenic. Seule la bactérie GFAJ-1 a survécu. Elle-même a connu une croissance plus forte que dans l'eau du lac, mais avec des structures plus fragiles. L'arsenic a remplacé le phosphore dans sa structure interne.

Les auteurs avancent que leurs résultats pourraient expliquer certains effets biologiques associés aux concentrations très élevées d'arsenic dans l'eau potable, dans des pays comme le Bangladesh.

La revue *Science* a devancé de deux heures la levée de l'embargo sur l'étude après que l'annonce d'une conférence de presse de la NASA eut suscité d'énormes conjectures dans les médias. Un quotidien populaire britannique a même avancé que la NASA avait découvert de la vie sur Mars, et un blogueur américain, qu'elle en avait découvert sur Titan.

JOURS

Sears*

PRIX EN VIGUEUR DU VENDREDI 3 AU DIMANCHE 5 DÉCEMBRE 2010, SAUF AVIS CONTRAIRE, DANS LA LIMITE DES STOCKS



LES MEILLEURES AFFAIRES DE L'ANNÉE

50% DE RABAIS

*TOUS LES VÊTEMENTS EN DENIM À PRIX ORDINAIRES POUR HOMMES ET FEMMES
Choix de marques Levi's^{MD}, Lee^{MD}, UNIONBAY^{MD} et plus.



50% DE RABAIS

*TOUS LES PULLS À PRIX ORDINAIRES POUR HOMMES ET FEMMES

Choix de marques Arnold Palmer^{AC}, Retreat^{MD}, Distinction^{MD}, Pierre Cardin^{MD}, Van Heusen^{MD} et Nevada^{MD}



50% DE RABAIS

*TOUS LES VÊTEMENTS JESSICA^{MD} ET JESSICA WEEKEND^{TMMCC} À PRIX ORDINAIRES



50% DE RABAIS

*TOUS LES PEIGNOIRS À PRIX ORDINAIRES POUR HOMMES ET FEMMES



40% DE RABAIS

*TOUS LES VÊTEMENTS D'EXTÉRIEUR DE NOTRE RAYON DES VÊTEMENTS D'EXTÉRIEUR À PRIX ORDINAIRES POUR HOMMES, FEMMES ET ENFANTS. Enfants, en tailles bébé-18. ET, 40% DE RABAIS *TOUTES LES CHAUSSURES À PRIX ORDINAIRES POUR HOMMES ET FEMMES.



Toutes les offres: sur approbation de votre crédit. Il y a des restrictions. À l'exclusion des achats par téléphone, par catalogue, en ligne et dans les magasins de liquidation.



Avec votre carte de crédit Sears, à l'achat de 1500 \$ ou plus^{††}, avant les taxes, de meubles^{††} et ensembles matelas-sommier et gros appareils ménagers

- obtenez 4X POINTS DU CLUB SEARS^{MD****}
- choix de 6 options de financement pratiques
- 65 \$ de remise postale sur la livraison^{†††}

JUSQU'À **30%**** DE RABAIS

GROS APPAREILS MÉNAGERS DE GRANDES MARQUES NATIONALES[†] À PRIX ORDINAIRES

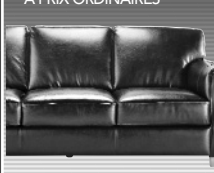


JUSQU'À **40%**** DE RABAIS

GROS APPAREILS MÉNAGERS KENMORE[†] À PRIX ORDINAIRES



JUSQU'À **35%**** DE RABAIS
MEUBLES^{***} À PRIX ORDINAIRES



JUSQU'À **50%**** DE RABAIS
ENSEMBLES MATELAS-SOMMIER À PRIX ORDINAIRES



60% DE RABAIS
MEUBLES SUR COMMANDE À PRIX ORDINAIRES

1. RABAIS 60% SUR *TOUS LES CANAPÉS SUR COMMANDE à l'achat du fauteuil assorti à prix ordinaire
2. RABAIS 60% SUR *TOUS LES LITS SUR COMMANDE à l'achat de la commode assortie à prix ordinaire
3. RABAIS 60% SUR *TOUS LES MOBILIERS DE SALLE À MANGER SUR COMMANDE à l'achat d'un meuble assorti[†] à prix ordinaire

*Ces offres de rabais: à l'exclusion des articles dont le prix se termine par ,97 et ,88, des articles 'Achat spécial', des offres '2 pour 1', des bottes Franco Sarto^{MD}, Guess et Jessica Simpson^{MC}, des bottes de travail, des jeans Guess, Calvin Klein^{MD} et Nevada pour hommes, des vêtements d'extérieur Point Zero^{MD} et Claiborne pour hommes, des marques Buffalo^{MD}, Chaps^{MD} et Columbia^{MD} et des articles actuellement annoncés.

**Achat minimum requis. Les offres ne s'appliquent pas aux articles 'excellente qualité, toujours au meilleur prix' dont le prix se termine par ,97 et ,88, aux articles 'Achat spécial' et aux articles à prix de liquidation, aux ensembles matelas-sommier non assortis ou Tempur-Pedic^{MD}, aux frais de contrat de protection, de livraison ou d'installation. Offre en vigueur du vendredi 3 au dimanche 5 décembre 2010. †À l'exclusion des accessoires et articles dont le prix se termine par ,88. ††R/01 Meubles, à l'exclusion des meubles pour bébé et des meubles de jardin dans les grands magasins Sears. †††Le meuble assorti peut être: un buffet/vaisselle, desserte, bahut ou vitrine. Le prix ordinaire minimum des mobiliers de salle à manger doit être de 1399 \$. Ne peut être combiné à aucune autre offre. Inclure le fauteuil, la causeuse, la commode ou le meuble en cas de retour. Renseignez-vous.

†††Les articles admissibles qui font partie d'une même transaction peuvent être combinés jusqu'à un montant total de 1500 \$ ou plus. ††††Un service de livraison doit être acheté pour obtenir la remise. ****4 points pour chaque 1 \$ dépensé chez Sears. Les points sont calculés ainsi: un point pour chaque 1 \$ dépensé à chaque transaction. Les points du Club Sears ne s'appliquent ni aux taxes ni aux frais de livraison. Toutes les offres sont en vigueur du vendredi 3 au dimanche 5 décembre 2010. Renseignez-vous.

Ratés électoraux en Haïti

L'ONU menace de lever l'ancre

D'APRÈS L'AFP

PORT-AU-PRINCE — L'ONU a prévenu hier que la communauté internationale allait quitter Haïti si la volonté populaire exprimée lors du scrutin de dimanche n'était pas respectée dans le pays, où par ailleurs au moins 12 personnes ont été tuées dans des violences liées au choléra.

« Haïti ne va pas bénéficier de l'appui et de ressources internationales si la volonté populaire n'est pas respectée », a prévenu Edmond Mulet, interrogé par l'AFP.

« Si la volonté du peuple est respectée et reconnue par le Conseil électoral haïtien, il n'y aura aucun problème, la communauté internationale va s'engager et aider le nouveau gouvernement à faire face à des défis énormes », a promis le diplomate onusien, interrogé alors que le pays attend la publication des résultats du premier tour des élections contestées du 28 novembre.

Un groupe de 12 candidats à la présidence continue d'exiger l'annulation des élections présidentielle et législatives, marquées par des incidents meurtriers et, selon eux, des fraudes en faveur du candidat du pouvoir, Jude Célestin.

La publication des résultats du premier tour des élections est annoncée pour le 7 décembre.

Un climat de tension règne dans le pays où les manifestations publiques pour réclamer le départ du président sortant René Préalval sont désormais interdites.

Exprimant son inquiétude face à la crise postélectorale, M. Mulet a réitéré un appel au calme lancé par des diplomates et représentants de pays amis d'Haïti.

À Port-au-Prince, entre 2000 et 3000 personnes ont défilé dans le calme hier à l'appel des candidats à la présidentielle qui demandent l'annulation du scrutin.

Lynchages

En parallèle, «une douzaine de personnes accusées d'avoir importé le choléra dans le sud-ouest d'Haïti, jusque-là épargné par l'épidémie, ont été tuées à coups de machette, de pierres, et les corps ont été brûlés dans la rue », a indiqué un inspecteur de la police locale à l'AFP.

« Ces personnes sont accusées de sorcellerie liée au choléra. Selon la foule, elles auraient semé une substance qui propage la maladie dans la région », a précisé Kesner Numa, procureur de Jérémie, chef-lieu du département de Grand'Anse.